

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Après les élections. — La question « cardinale » du mouvement syndical. — Coty et son « Ami du Peuple » (P. MONATTE).

PARMI NOS LETTRES : Un coin du tableau électoral. — A la Martinique. — Babeuf et Sapronov. — Sur un chantier du Bâtiment. — Retard à discuter. — Les événements d'Alsace.

Révoqués, emprisonnés, déportés

**QUAND L'EMPIRE BRITANNIQUE
S'EFFONDRE-T-IL ?**

par R.-W. POSTGATE

Lettre de Russie

NOTES ECONOMIQUES : Nouvelle législature : la petite bourgeoisie passe définitivement la main. — Poincaré récidive. — « Enrichissez-vous ! » (R. LOUZON).

LA PETITE HISTOIRE : La colère d'André Marty. — Pauvre communisme anglais.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Au Congrès de l'I. S. R. — La C. G. T. U. et les grèves (M. CHAMBELLAND). — Premier mai électoral. — Le Cartel des Fonctionnaires participe à la foire électorale (H. FULCONIS). — La démocratie syndicale chez les Cimentiers. — Le Courrier de la Ligue.

FAITS ET DOCUMENTS : Les Faits de la quinzaine. — La question cardinale du mouvement syndical français. — Vers une offensive du patronat minier.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Administration 96, Quai Jemmapes PARIS-X^e

Téléphone : Combat 08-02

La revue «LA VIE OUVRIERE» d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de « sauvages ».

(Révolution Proletarienne, n° 1, janvier 1925.)

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Proletarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

**Etudes,
Monographies,**

**Enquêtes,
Documents.**

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte) **Les Notes Economiques** (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous) **A travers les Livres** (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDAGGI, E. BERTH, MARLHE BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL, F. CHARBIT, J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE, FINDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET, MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER, G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARZET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS, A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois 16 fr Un an 30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois 22 fr Un an 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : Pierre MONATTE.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Proletarienne 734-99,

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :

Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2^o De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Proletarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



Reliez vous-mêmes

« LA RÉVOLUTION PROLETARIENNE »

« LE SELFLIOR »

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50

Franco 10 fr. 50

Etranger 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Après les élections

La bourgeoisie a remporté, cela ne fait aucun doute, une grande victoire électorale. Poincaré disposera au Parlement d'une majorité solide qui ne le lâchera pas; cette fois, quand il s'agira de céder le monopole des allumettes, et peut-être quelques autres monopoles. A la première occasion, la rupture des relations diplomatiques avec la Russie sera réalisée sans difficulté. Pour son discours de Metz, Poincaré a tiré de l'armoire aux vieux projets le statut des fonctionnaires et il a gratifié les instituteurs d'un couplet menaçant; tout spécial. Quant à l'amnistie, il est sûr qu'elle se fera attendre un moment.

La victoire de la bourgeoisie est telle que les enseignes des partis ont dû recevoir une couche de rouge. Voici Maginot qui s'étiquette républicain de gauche. Qu'est-ce que ça peut être maintenant qu'un républicain de droite? Nous aurons une bonne concentration républicaine qui fera tranquillement la besogne de la bourgeoisie. La droite verra son programme réalisé, la gauche disposera des places; tous les partis seront contents.

Tous, à l'exception du parti socialiste et du parti communiste. Blum a beau annoncer que le parti socialiste va prendre une attitude d'opposition décidée, cela ne lui sera peut-être pas très facile. On va le voir dès les premières séances de la législature, à l'élection du président de la Chambre. Bouisson a l'air bougrement attaché à son fauteuil présidentiel. On raconte même qu'il se voit dans un avenir proche, non plus le troisième personnage de la République, mais le premier. Pourtant, s'il est maintenu à la présidence de la Chambre, s'il fait le nécessaire pour s'y maintenir, le groupe parlementaire socialiste inaugurera la session par un geste symbolique qui signifiera tout le contraire de cette opposition décidée qu'on nous annonce. Mais si Bouisson quitte le fauteuil présidentiel, si le parti socialiste demande à son groupe parlementaire d'entrer résolument dans l'opposition, que feront ces cinquante élus qui sont prêts, paraît-il, à seconder Poincaré? La moitié du groupe entrera-t-elle en révolte ouverte? Y entrera-t-elle tout de suite ou un peu plus tard? Le parti socialiste va connaître une sérieuse crise.

Du côté communiste, on veut se suggestionner, et suggestionner l'opinion ouvrière, on s'essouffle à croire et à faire croire que la tactique électorale employée, spécialement le maintien de toutes les candidatures communistes au second tour, n'est pas responsable de l'élection d'une cinquantaine de députés de l'Union nationale. Comme des gosses menteurs, on crie déjà: « Ce n'est pas moi. C'est lui qui a fait le coup. » Qu'est-ce que ce sera demain, quand les conséquences logiques des résultats électoraux, et de la tactique qui les a produits, se dérouleront, quand certains monopoles seront cédés, quand le droit syndical des fonctionnaires sera en danger, quand les relations diplomatiques avec la Russie seront rompues.

— Ils pourront nous faire appel demain, quand le monopole des téléphones sera menacé; me disait un postier, ces jours-ci. Ils ont fait les imbéciles aux élections et j'ai passé une majorité d'adversaires des

monopoles. Buvez ce que vous avez versé. Nous ne marcherons pas.

Les fonctionnaires marcheront néanmoins. Mais ils se défendront eux-mêmes. Ce sera d'ailleurs tant mieux. Les stratèges communistes, sans le vouloir, leur auront réappris l'action directe. Dans les périodes de passivité, de fatigue et de découragement, la classe ouvrière se tourne vers les méthodes paresseuses, vers l'action électorale, vers les partis. Mais quand les partis ne lui apportent que déceptions, elle est bien obligée d'envisager d'autres méthodes et de revenir au syndicalisme.

Je lis au dernier moment quelques gentillesse à mon adresse dans la Vie Ouvrière du 11 mai. Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U. et membre du Bureau politique du parti communiste, m'assure que je ne comprends plus rien à la politique. Je ne sais pas si j'ai jamais compris grand chose à la politique électorale. Mais vraiment, je dois avouer qu'aujourd'hui, — même après les explications, peut-être un peu fumeuses de Monmousseau, à qui le vin de Moscova monte décidément de plus en plus vite à la tête — je ne comprends pas la tactique du maintien des candidatures communistes au second tour; et je comprends encore moins qu'un secrétaire de la C.G.T.U. trempe dans cette cuisine électorale et qu'il perde le crédit de son organisation à défendre cette vilaine ratatouille.

Il veut bien rappeler qu'il y a un an j'avais risqué deux prévisions: la victoire du Bloc national et une double scission des partis socialiste et communiste; et que l'une s'est déjà réalisée. Mais pour l'autre, crie-t-il, — il ne sait que crier — les faits me donnent un retentissant soufflet.

Une prévision juste sur deux, ce n'est déjà pas mal. Mais l'autre, c'est maintenant seulement, pendant ces quatre années de législature, qu'on va voir ce qu'elle vaut.

Je disais (numéro du 1^{er} mai 1927) que nous assistons à un glissement des partis, le parti communiste reprenant la place occupée par le parti socialiste, qui reprend celle du parti radical-socialiste. Mais des éléments socialistes se cramponnent, ne veulent pas couler à pic et aspirent à garder leur position d'autrefois. Un nouveau parti est possible où se fondraient la gauche socialiste et la droite communiste.

La gauche socialiste acceptera-t-elle que cinquante députés socialistes soutiennent Poincaré? C'est ce que l'on verra. Du côté communiste, saura-t-on un jour ce qu'il y avait d'exact dans le récit de la démarche de Renaud Jean à Berlin? Les démentis de l'Humanité ont porté sur des points de détail. Ce n'était pas une démarche du Bureau politique. Mais y a-t-il eu démarche de quelques militants communistes? C'est ce qu'il faudrait savoir. De même qu'il faudrait savoir si Cachin a tenu les propos qu'on lui a prêtés et qui sentaient si bien leur Cachin: « Si vous me faites battre, je me retire du parti avec mes amis et j'en fonde un autre. » Naturellement, pas battu, il restait. C'était tout Cachin. Mais le pauvre homme n'est pas au bout de ses peines. Il en verra d'autres. Pourra-t-il les supporter toutes? La vie ne sera pas gaie pour la douzaine de députés communistes pendant ces quatre ans. Le parti

communiste aura aussi ses remous. Je ne donne pas cher de son unité le jour où celle du parti socialiste sera rompue. Monmousseau sait-il que son parti a publié, ces derniers temps, un bouquin plein de mamours pour le vieux parti guesdiste ? Compère-Morel et Cachin peuvent s'embrasser ; je dirai même qu'ils le doivent.

Mais la terre continuera de tourner, le mouvement de marcher, de progresser. Le nôtre ne reprendra confiance en lui que dans la mesure où il sera capable de tracer lui-même sa route au lieu de se la laisser tracer par l'Internationale Communiste. La fameuse tactique imposée aux dernières élections y contribuera. Elle n'a été inspirée ni par l'intérêt de la classe ouvrière française, ni par celui du P.C.F. ; elle n'avait pas pour but de le guérir de l'électoratisme, mais simplement de faire ostensiblement du gauchisme sur le dos des partis de l'Internationale pour mieux masquer le Thermidor russe.

La question "cardinale" du mouvement syndical

On ne perd pas toujours son temps à lire la revue L'Internationale Communiste, surtout quand on a la chance de tomber sur un article rédigé à Moscou ou à Berlin, par un spécialiste de la question française, d'après les rapports fournis à l'Internationale par les dirigeants du parti français.

C'est ainsi que l'on avait su déjà que les effectifs du parti étaient tombés à 28.000 membres — on s'en doutait un peu — que le système des cellules avait fait faillite — on s'en doutait aussi.

Mais ce que l'on ne supposait vraiment pas, c'est ce qu'un article signé L. Verdier — quelque Manouïlsky, sans doute — sur « la question française au IX^e Exécutif », dans le numéro du 1^{er} avril, est venu nous apprendre : « Les syndicats réformistes et unitaires accusent, ces derniers temps, une diminution sensible de leurs effectifs », les ouvriers français abandonnent, désertent les syndicats.

L'affirmation est fautive quant à la C.G.T. ; il est certain que ses effectifs progressent à peu près régulièrement. Mais il faut bien l'admettre pour vraie quant à la C.G.T.U., venant de ceux mêmes qui sont mieux placés que les syndiqués unitaires pour savoir ce qui s'y passe, puisque, selon leur propre expression, « les syndicats unitaires travaillent sous la direction du P.C. », qui, lui-même, travaille sous la direction de P.C. Verdier n'aura joint dans le même sort les syndicats confédérés, aux syndicats unitaires que pour épargner l'amour-propre des dirigeants unitaires.

Naturellement, L. Verdier n'est pas embarrassé pour trouver des raisons à ce fléchissement des effectifs des syndicats unitaires. Mon pauvre Boulay, comme tu te trompes, lorsque tu l'imagines qu'il est plus facile aux grands dignitaires de l'orthodoxie communiste de nous opposer des moines que des raisons ! Ils ont des séminaires et même des marchés pour moines, mais ils ont aussi des fabriques de raisons ; ils peuvent en sortir tant et plus. Elles ne valent pas cher, mais elles trompent un moment et quand leur erreur apparaît, une nouvelle journée en est lancée.

Les causes du fléchissement des effectifs de la C.G.T.U. ne sont aucunement où les voit Verdier, où il dit les voir. Evidemment, si les masses ouvrières n'en

trent pas dans les syndicats unitaires, surtout si elles en sortent, c'est que ceux-ci ne les satisfont pas. Mais pourquoi ne les satisfont-elles pas ? C'est là la question.

La vraie question, la plus importante, sinon la seule — car c'est d'elle que découlent toutes les autres — c'est que dans la C.G.T.U., devenue une dépendance du parti, il n'y aura bientôt place que pour des membres du parti.

Elle a transporté les méthodes du parti dans les syndicats ; elle en a pris l'idéologie ; pas une folie du parti qu'elle n'ait encouragée. Conséquence, travail syndical faussé, gâché, organisation chamboulée (suppression des U. D., resserrement à l'aveuglette), atmosphère irrespirable dans les syndicats, minorité brimée, traquée, triquée (comme hier aux Producteurs d'électricité), provoquée à partir (comme aux Casquetiers), une centralisation bureaucratique écrasante, étouffante, annihilant les syndicats qui ne sont plus que des pions sur un échiquier maniés de loin par de grands stratèges, stérilisant les militants de base, hier force vive du syndicalisme, aujourd'hui sans autre rôle que celui de phonographes.

C'est tout cela qui a fait baisser les effectifs de la C.G.T.U. et qui continuera à les faire baisser ; c'est tout cela qui a empêché la C.G.T.U. de remplir son rôle d'avant-garde du mouvement syndical français, c'est cela qui a torpillé les courants d'unité.

Si elle ne se ressaisit pas, et elle s'en montre incapable, la C.G.T.U. est condamnée à dépérir et à mourir de la même mort que la Fédération guesdiste des syndicats, il y a trente ans.

La question cardinale du mouvement syndical unitaire, ce n'est pas la désertion des syndicats ; ce sont les ravages destructeurs du parti.

Coty et son "Ami du Peuple"

Encore la montagne qui accouche d'une souris ! La deuxième tentative de quotidien fasciste n'aura vraisemblablement pas plus d'importance que la première. Car l'Ami du Peuple de Coty est une résurrection du Nouveau Siècle de Valois. On y trouve quelques-uns des collaborateurs de Valois, Roujon, Bucard, etc... D'ailleurs, ne vient-on pas d'apprendre que Coty avait versé un million et demi à Valois sur dix, il est vrai, qu'il lui avait promis.

L'Ami du Peuple devait révéler à la classe ouvrière un tas de choses qu'elle ignore, paraît-il. En fait de révélations, jusqu'à maintenant il n'y en a guère eu d'autre que l'indigence de pensée de cette équipe. Haro sur les huit heures, sur les monopoles, sur les assurances sociales !

Quant à sa lutte contre le consortium des grands quotidiens et les Messageries Hachette, par suite du prix de vente à deux sous de ce quotidien, nous la suivrons sans déplaisir. Le régime Hachette, de commercialisation de la presse et de domestication ou d'étouffement de la presse d'opinion, comporte un réel danger pour la pensée ouvrière. Mais le régime Coty n'en constituerait pas un moins grand, s'il parvenait à s'établir. Coty est probablement expert dans la fabrication des parfums, et dans l'art de rouler le fisc en faisant désertir les millions de ses bénéficiaires, mais il va au-devant du ridicule en préparant le coup d'Etat du général Weygand et en reprenant le titre du journal de Marat.

Pierre MONATTE.

Parmi nos Lettres

Un coin De l'ami Giauffret, ce
du tableau électoral tableau de la foire électora-

le à Cannes et des remarques qui valent non seulement pour sa région, mais pour l'ensemble. Il est bien sûr que la tactique électorale communiste ne va pas faciliter le rapprochement syndical. Mais ce qui n'est pas sûr du tout, c'est que la préoccupation d'empêcher le parti communiste de devenir un parti d'élus ait inspiré cette tactique.

Alors, ces élections ? Ici, c'est une poutriture plus ignoble que jamais. Les journaux de droite où de gauche soustraient indifféremment n'importe qui... qui paie. Le réactionnaire Eclairer combat Capron, apostillé par l'évêché et l'Echo de Paris — pour soutenir Homberg (de Hamp) apostillé par son argent. Le radical Petit Niçois soutient Homberg. La France caillautiste soutient des candidats de l'Echo de Paris ! C'est une comédie si écœurante qu'on se demande de quelle boue sont pétris les électeurs pour ne pas voter rouge ou merde !

Les communistes ont perdu beaucoup de voix ; en 1924, la liste du Cartel était Cartel pâle (pas de socialiste), ils avaient donc eu des voix de gauche ; cette fois, les socialistes avaient partout leur candidat et ont pris des voix aux communistes — les deux partis arrivent à peu près ensemble.

La Bocca, centre ouvrier (cheminots) a écrabouillé Barel, communiste ; 39 voix sur 614 votants ! Le socialiste, 132. Tout le reste aux poincaristes ! Pourtant communistes et socialistes avaient fait un sérieux effort ; deux réunions chacun dans le faubourg...

Maintenant pour le deuxième tour, la tactique communiste soulève la fureur des socialistes (arrivés ici en tête) ; dans des régions comme ici où il n'y a pas de prolétariat groupé, c'est une tactique funeste qui compromet pour des années toute réalisation du front unique et qui aura des conséquences graves pour tout rapprochement syndical. Elle se justifie pourtant en logique et pour moi j'y vois surtout la volonté de l'Internationale de ne pas laisser le P. C. devenir un parti d'élus. Dans ce sens, il faudrait l'approuver.

A la Martinique. Un camarade qui navigue vient de loucher terre à la Martinique ; épingleons ce qu'il en dit incidemment dans une de ses lettres :

La Martinique a l'air d'être une île très politique ; elle ne présente pas moins de sept candidats aux élections.

Parmi eux, le citoyen Frossard. Faut croire qu'il était bien embarrassé en France... Son premier geste ici a été de déposer solennellement des fleurs au monument aux morts ; immédiatement les cases et les trones de cocotiers sont couverts d'affiches réactionnaires clamant cette « profanation ».

Les opinions, ou tout au moins le vocabulaire avancé semblent admis dans le pays. Une toute petite case où l'on débite force rhum près des quais s'appelle « Bar C.G.T.U. » Il y a des « épiceries prolétariennes » : dans un vague journal, il y avait la reproduction d'un article de Cachin.

Sur un chantier
du bâtiment

Un camarade nous signale un incident de chantier, que les syndicats confédérés ont d'ailleurs exploité dans leurs organes, mais qui mérite d'autres commentaires :

Sur un chantier du bâtiment, travaillaient une quinzaine d'ouvriers, tous membres de la C. G. T. U. Un compagnon vint à manquer qu'il fallut remplacer. Un ouvrier se présenta. Mais il était syndiqué à la C. G. T. Les ouvriers de l'équipe C. G. T. U. s'opposèrent à ce qu'il fût embauché. On discuta. Rien n'y fit. Le compagnon ne fut pas accablé parce que membre de la C. G. T....

Ce petit fait est rigoureusement exact. Il illustre si bien la situation actuelle qu'il me paraît devoir être publié.

Nous vivons en des temps pénibles de foire électorale. On parle beaucoup d'unité. On parle de « classe contre classe » !

Mais les politiciens ont tellement créé de confusion, qu'ils ont fini par étouffer le sentiment de classe. Pendant qu'ils font appel aux petits rentiers, aux petits commerçants, aux Français moyens dont ils s'efforcent de piper les suffrages, l'ouvrier de la C. G. T. U. ne reconnaît plus son frère de la C. G. T. Mieux : il le combat comme un adversaire !

Il y avait autrefois un groupement « de classe ». Il ne réunissait que des ouvriers, sans se préoccuper de leurs idées politiques ou philosophiques. La qualité de salarié suffisait.

La C. G. T. d'autrefois montait à l'assaut du patronat ; elle était sur le terrain économique un mouvement de classe, un mouvement de masses. Jamais la bourgeoisie ne fut plus inquiète. On a changé tout cela !

A l'issue de la guerre, les partis se sont renforcés ; ils ont débordé le syndicalisme.

Pourquoi ? C'est une autre histoire.

Le syndicat n'est plus un groupement de classe. Il est devenu un groupement d'idées. Du coup le syndicalisme est dans l'ombre... Du plan économique il a glissé sur le plan politique.

La bourgeoisie est rassurée et c'est par frime qu'elle affecte de craindre le parti communiste. Cela lui sert. Elle sait bien que la « classe ouvrière », désunie par les partis et notamment par le parti communiste, est affaiblie.

Crise passagère ! — Hardi ! la Ligue Syndicaliste !

Un incident comme celui qui nous est signalé là n'est peut-être pas dû uniquement aux haines politiques. La lutte des tendances syndicales, dans le bâtiment plus qu'ailleurs, prend vite un caractère spécial de violence. On se « jambonne » facilement. Vieux reste de l'esprit du compagnonnage, nous disait un jour un ancien du bâtiment. Mais il est certain que l'esprit de parti, loin de réagir, contribue à y étouffer l'esprit de classe.

**

Babeuf et Sapronov D'un ami russe :

Je déchiffre les papiers du grand Babeuf. Il en ressort que c'était un excellent père et mari, mais un procédurier fort intéressé, vaniteux, ambitieux de jouer un rôle. Et ce rôle, du moins à la fin de sa vie, est très intéressant, car au Directoire il oppose les buts anciens de la révolution populaire. Beaucoup de phrases sont tout à fait actuelles. C'est une espèce de Sapronov.

**

Retard à discuter

Les articles de Loriot ont

secoué beaucoup de camarades. De tous côtés, ils ont provoqué des discussions qu'il serait utile de poursuivre ici. Chacun devrait nous faire ses remarques ; nous les concentrerions et publierions, puis Loriot y répondrait d'ensemble.

Mais Loriot n'a examiné qu'une question, celle du rôle du Parti dans la Révolution. Un camarade voudrait qu'on aborde toutes les questions de la Révolution, à la lumière de l'expérience russe ;

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'on ait attendu si longtemps pour comprendre la nécessité de critiquer l'expérience russe. La critique a toujours été utile aux constructeurs. Lénine l'érigeait en principe : Il fallait, à chaque occasion, son examen de conscience. La critique est constructive. Comment se peut-il qu'il ait fallu dix ans, pour étudier — en face des événements russes — les idées que chacun de nous peut se faire de la révolution ?

Peut-être par mysticisme : On s'est imaginé que la guerre allait faire naître la révolution ! On l'attendait sous une forme conventionnelle... qu'elle n'eut pas la voir quand elle se présentait sous d'autres formes. On la cherchait dans les doctrines, elle était dans les événements.

La vérité politique a joué le rôle d'un écran. Ce qui s'était passé là devait se passer ici. Et le « délice » révolutionnaire, la prise du pouvoir, de l'Etat, a retenu toute l'attention.

La prise du pouvoir n'est pas la révolution ; elle ne fait qu'ouvrir la porte à la révolution, en permettant la réalisation. La vraie révolution est l'organisation d'une société

nouvelle, construite sous des formes nouvelles, sur des matrices nouvelles, dans un cadre nouveau. Deux problèmes la dominent : Organisation de la production, organisation des échanges.

Nous pouvons, à peu près, nous rendre compte de la façon dont s'est opérée la prise du pouvoir politique en Russie.

Mais il est impossible de comprendre où en sont les réalisations révolutionnaires dans le domaine de la production et des échanges. Et c'est précisément là, le point capital. Voilà ce qu'il faut étudier. Et de cette étude nous devons tirer la leçon. Que les Russes aient accompli de grandes choses, nous le pensons ; qu'ils aient rencontré des obstacles, que ces obstacles les aient retardés, arrêtés, c'est certain. La Russie est un pays immense. Elle fait sa révolution dans des conditions particulières. La R. P. ne racontait-elle pas que la résidence de Trotsky en exil est à plus de mille kilomètres de toute gare !

Il paraît donc périlleux de croire à la révolution russe, comme à une religion. Il la faut considérer scientifiquement, comme un fait historique considérable, la critiquer comme on critique un organisme que l'on veut mettre au point, avec méthode, avec bienveillance, avec affection.

Et de cette critique des conclusions pourront être tirées, qui éclaireront le problème chez nous, qui pourront modifier peut-être certaines de nos vues actuelles, en nous permettant de reconnaître certains aspects de la révolution.

Louzon a écrit dans l'un des premiers numéros de la R. P. un article très intéressant sur le rôle d'un parti communiste. L'article de Loriot envisage le même problème. Le sujet n'est pas épuisé encore... Il faut continuer.

**

Les événements d'Alsace

Un mot de Fulconis qui nous demande un exposé impartial des incidents d'Alsace.

Le besoin en est ressenti par tous. Avis à nos camarades alsaciens.

N'y aurait-il pas un camarade compétent pour donner dans la R. P. une étude sur les événements d'Alsace-Lorraine ? Beaucoup de camarades n'y comprennent rien.

Socialistes et communistes s'accusent mutuellement. Le journal bourgeois Le Temps a engagé les bons citoyens à voter pour des candidats socialistes, à qui revenait l'honneur de porter là-bas pour un moment le drapeau français. D'autre part, les cléricaux autonomistes et les communistes semblent bien avoir conclu une sorte de pacte électoral.

Il serait très utile, pour les militants, de trouver dans notre revue un exposé impartial des faits, qui leur permettrait de s'y retrouver.

Révoqués, emprisonnés, déportés

Une protestation des instituteurs bruxellois

Cette protestation de la Section bruxelloise du Personnel Enseignant contre la révocation de Radek nous est parvenue trop tard pour que nous puissions la donner à côté de celle d'un groupe de camarades de la Fédération unitaire française de l'Enseignement :

La Section bruxelloise de la Centrale du Personnel Enseignant Socialiste, réunie en assemblée générale le 21 avril 1923,

Après avoir examiné avec attention la révocation dont a été frappé le camarade Radek, doyen de l'Université Chinoise de Moscou et chargé de cours, membre de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement ;

Constata que cette révocation a été prononcée parce que le camarade Radek a émis son opinion sur le problème de la Révolution chinoise ;

Estime que cette révocation constitue un attentat contre la liberté d'opinion telle qu'elle doit être comprise dans un Etat qui se dit socialiste ;

Proteste contre cette révocation arbitraire pour délit d'opinion ;

Décide que le présent ordre du jour sera transmis à la C. P. E. S. et à l'I. T. E., sera publié à l'Étincelle et envoyé à la presse ouvrière.

(Ordre du jour qui fut présenté par le camarade Van Hamme, révoqué pour délit d'opinion — communiste — le 27 mars 1923.)

Ce n'est pas sans surprise que nous avons lu dans le *Communiste* belge, l'organe de l'opposition belge, un article qualifiant d'hypocrisie réformiste cette légitime et trop timide protestation. Les instituteurs bruxellois s'en sont tenus à protester contre la révocation de Radek, ne parlant pas de sa déportation pour le même crime d'opinion.

Quand la Centrale belge du Personnel Enseignant adhère à l'Internationale de l'Enseignement inspirée par Moscou, on regarde le fait comme un acte de courage ; mais qu'une Section de cette Centrale use de son droit le plus strict en protestant contre une révocation plus qu'arbitraire faite en Russie, on déclare que c'est de l'hypocrisie réformiste. Nous pensons au contraire qu'elle remplit simplement son devoir.

Les révocations, les emprisonnements, les déportations en Russie, que les communistes le veuillent ou non, provoquent l'indignation générale. Tant pis pour les organisations communistes si cette indignation se traduit en dehors d'elles. Cela prouve simplement qu'elles sont incapables d'exprimer les sentiments de la classe ouvrière.

Mauvais prétextes

L'École Emancipée du 29 avril a donné, dans un compte rendu de la séance du Bureau fédéral du 5 avril, les raisons qui lui ont fait mettre au panier la protestation d'un groupe de syndiqués de l'Enseignement :

Après discussion et tenu compte de l'avis très net exprimé par Husson, la résolution suivante est adoptée unanimement :

« Le B. F. s'en référant à la résolution confédérale de Bourges, qui invite les syndiqués à ne pas introduire des querelles de parti au sein des organisations syndicales », fidèle à la ligne fédérale de toujours, pas plus qu'il n'accepterait une immixtion d'un parti politique ou d'une révolution dans les luttes de tendances de la Fédération, n'entend s'immiscer dans les luttes intérieures, si après qu'elles soient, du P. C. international et de la Révolution russe. »

Traduction : Le Bureau fédéral admet que l'on applaudisse à tout ce que fait le parti communiste russe et l'Internationale communiste, il défend qu'on élève la moindre critique. Il prête la main, tant à la Fédération qu'à la C. G. T. U., pour que le mouvement syndical unitaire soit mis au service du parti communiste. Ce n'était pas accepter une immixtion de parti, évidemment, que de déléguer auprès du Ministère de l'Instruction publique le député communiste Baroux. Ce n'en est pas une davantage que de mettre un bâillon à ceux qui trouvent que révocations, emprisonnements, déportations ne sont pas banales querelles de partis.

Victor Serge, emprisonné

Au dernier moment nous apprenons de source sérieuse que Victor Serge, qui collaborait il y a peu de mois encore à la *Vie Ouvrière*, vient d'être emprisonné à Petrograd pour le crime de sympathiser avec l'opposition communiste russe.

Les prisons russes pourraient-elles contenir tous ceux qui en Russie ont une opinion différente de celle du Guépéou et osent l'exprimer ?

QUAND L'EMPIRE BRITANNIQUE S'EFFONDRE-T-IL ?

L'an dernier, l'Encyclopédie Soviétique posa à notre camarade Postgate ces deux questions :

Quand l'Empire britannique se disloquera-t-il ?

Que signifient les Conférences impériales et peuvent-elles être capables d'empêcher la rupture ?

Nous donnons ici la réponse que fit Postgate, légèrement modifiée sur les points concernant l'Inde et l'Egypte pour tenir compte des événements qui se sont passés depuis dans ces deux pays.

Dans les milieux conservateurs aussi bien que dans les milieux révolutionnaires, on parle communément de l'Empire britannique comme s'il s'agissait d'un organisme homogène. Cependant, par suite d'un camouflage conservateur délibéré, on le présente comme un ensemble d'Etats progressant tous vers une complète autonomie. L'institution d'une « diarchie » dans l'Inde et à Malte, ou d'Assemblées consultatives dans les colonies de la Couronne, ou l'octroi du self-government (limité aux blancs) dans la Rhodésie méridionale aggravent encore cette confusion.

Mais l'Empire ne peut être compris et étudié avec fruit que si l'on se rend compte d'abord qu'il consiste en deux parties totalement différentes dans lesquelles la politique, l'administration et tous les problèmes sont absolument dissemblables. La première partie se compose d'Etats capitalistes autonomes (peuplés principalement de blancs), d'une teinte républicaine fortement prononcée, en fédération volontaire permanente

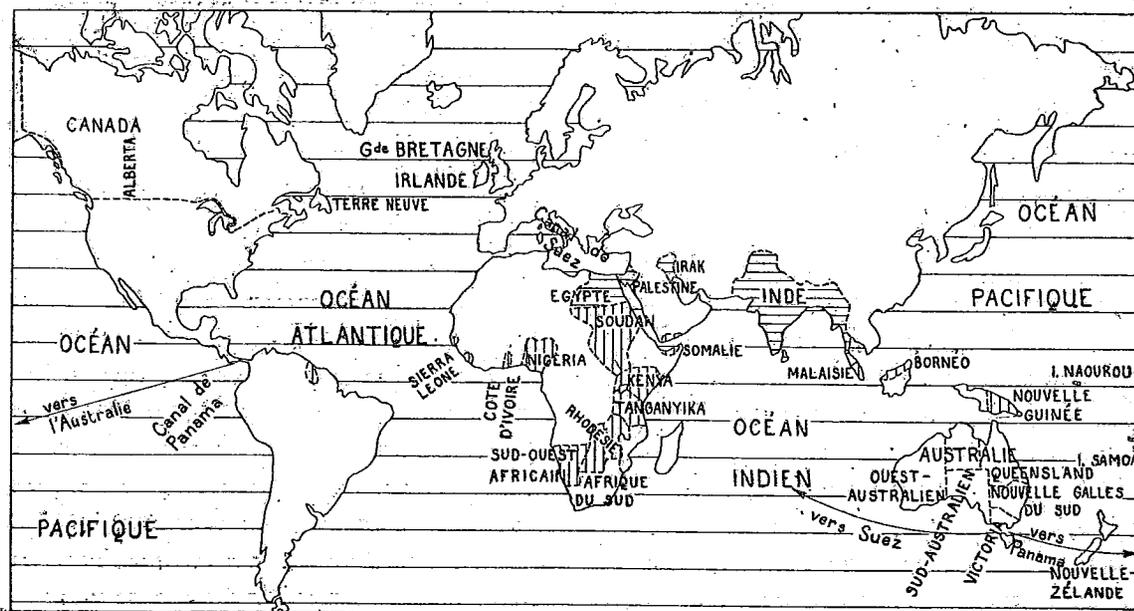
avec la Grande-Bretagne ; l'autre englobe ce qu'on peut désigner grossièrement comme les Etats esclaves, pays dans lesquels une population indigène de couleur, possédant très peu de droits politiques, travaille sous les ordres et au profit d'une petite classe blanche dirigeante.

Dans la première catégorie nous trouvons l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, Terre-Neuve, l'Irlande et un certain nombre de petites îles. Dans la seconde, l'Inde, la Guinée, les Indes orientales, l'Afrique occidentale et orientale, la Rhodésie, le Soudan, l'Irak et l'Egypte. L'Union sud-africaine appartient aux deux catégories : quant à sa population blanche elle relève nettement de la première, mais en dehors des frontières de la colonie du Cap (et dans une moindre étendue à l'intérieur de ces mêmes frontières) il y a une masse croissante de travailleurs noirs non-qualifiés qui sont traités selon la coutume des « Etats esclaves ».

La seconde catégorie exige une nouvelle subdivision, ainsi que nous le montrerons plus loin.

Premier groupe : Républiques autonomes

Pour étudier le premier groupe, nous négligeons Terre-Neuve, qui est dominée par le Canada, et l'Irlande, qui est économiquement dépendante de la Grande-Bretagne. Dans chacun des Etats plus importants de ce groupe (Australie, Sud-Afrique, Nouvelle-Zélande, Canada), des partis travaillistes et des révolutionnaires dans leur programme et dans leur politi-



Les pays dont le nom est indiqué font partie de l'Empire britannique.
 Ceux non hachurés appartiennent à la 1^{re} catégorie.
 Ceux hachurés verticalement appartiennent à la 2^e catégorie.
 Ceux hachurés horizontalement appartiennent à la 3^e catégorie.

que, disposent d'une puissance considérable et le niveau de vie des ouvriers est, dans l'ensemble, élevé.

En Australie, des gouvernements travaillistes ont exercé le pouvoir dans chacun des Etats qui la composent ainsi que dans la Confédération : dans le Queensland pour une période continue de près de vingt années ; dans la Nouvelle-Galles du Sud, par périodes intermittentes, pour un ensemble de vingt années ; dans l'Australie occidentale et dans l'Australie méridionale seulement récemment et dans l'Etat de Victoria pour une courte durée de quelques semaines comme « gouvernement de minorité ».

En Nouvelle-Zélande, le parti travailliste n'a jamais encore été au pouvoir, et au Canada le parti travailliste est très faible, sauf dans l'Alberta, bien que pas aussi faible pourtant qu'aux Etats-Unis. Dans l'Afrique du Sud, une coalition nationaliste-travailliste est actuellement au pouvoir, mais ici le « Labour » ne comprend que les blancs. Les indigènes sont organisés dans l'Union industrielle et commerciale (quand ils le sont) et leur condition est bien plus mauvaise que celle des blancs, quoique meilleure cependant que celle des colonies portugaises voisines. Dans la colonie du Cap seule, les indigènes possèdent le droit de vote.

Le niveau de vie dans ces colonies est, pour l'ensemble, élevé. C'est un point controversé de savoir si c'est en Australie ou en certaines parties des Etats-Unis que les travailleurs manuels reçoivent le salaire moyen le plus haut ; mais ce qui n'est pas douteux c'est qu'en ce qui concerne la liberté individuelle l'ouvrier australien est en meilleure posture que l'ouvrier américain, car ses trade-unions ont été capables d'empêcher l'introduction du « fordisme » et des méthodes similaires d'esclavage industriel, et elles obligent, en général, les patrons à se montrer prudents dans leurs rapports avec les ouvriers (1). La législation sur l'arbitrage obligatoire, élaborée dans le but de contenir les trade-unions, a eu l'effet non prévu par ses inspirateurs d'étendre le trade-unionisme aux travailleurs des métiers qu'il est partout le plus difficile d'organiser (par exemple dans l'alimentation) (2).

Facteurs favorables à l'unité

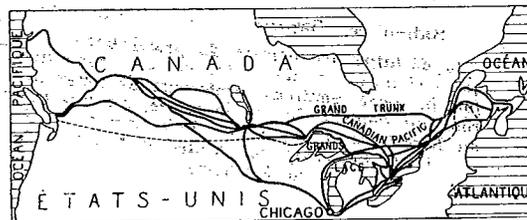
Le lien le plus puissant qui unit ces pays à la Grande-Bretagne est naturellement le lien économique. La Grande-Bretagne est une contrée industrielle. Six pour cent seulement de sa population sont occupés par la production de produits alimentaires et on a calculé que, dans les conditions les plus favorables, pas plus de quinze millions de ses habitants — sur 45 millions — pourraient être nourris par cette production intérieure. Actuellement, les trois quarts des produits alimentaires consommés en Grande-Bretagne sont importés. D'autre part, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Canada et la Nouvelle-Zélande produisent avant tout des matières premières et des produits alimentaires pour lesquels elles auront besoin, pendant longtemps, de

(1) Les salaires normaux les plus élevés seraient ceux du mineur blanc du Sud-Afrique, ce qui n'est possible que parce que les salaires des travailleurs de couleur sont extrêmement bas. — OLIVER : *Anatomy of African misery*.

(2) V. G. CHILDE : *How Labour Governs* (in Australia).

marchés, tandis qu'elles importent des objets manufacturés. Si, un jour, des sources plus proches de ces matières premières (l'Ukraine, par exemple) sont capables d'augmenter sensiblement leur production et d'être en mesure d'exporter suffisamment pour satisfaire le marché britannique, alors de nouveaux rapports s'en suivront, mais jusque-là une liaison économique étroite doit exister entre la Grande-Bretagne et les colonies ci-dessus indiquées en ce qui concerne la viande, la laine et les fruits, et avec l'Argentine pour le bœuf frigorifié.

En outre, et liés aussi à cette situation, il y a les rapports financiers directs. Le développement de ces pays s'est accompli presque entièrement avec l'aide du capital britannique et c'est d'abord vers la Cité que ces Etats se tournent lorsqu'ils ont besoin d'une nouvelle aide financière. (Ce n'est qu'en second lieu qu'ils se dirigent sur Wall-Street). Ceci est vrai même lorsqu'il s'agit de gouvernements travaillistes stables, comme celui du Queensland, par exemple.



Le lien financier s'est affaibli en ces dernières années au Canada. Les placements opérés par le capital américain dépassent maintenant les placements britanniques et vont croissant. Le Canada est, par sa position, en mesure de se servir d'une de ces puissances financières contre l'autre et pour cette raison, comme on a pu le voir, il a été capable de prendre la direction de toutes les Conférences impériales en imposant l'égalité entre la Grande-Bretagne et les colonies (1). Le système ferroviaire du Canada à l'ouest des grands lacs, ainsi qu'on peut le voir sur la carte, n'a pas son centre en quelque grande cité canadienne mais à Chicago et le principal courant commercial suit la même ligne. Des efforts systématiques ont été faits pour rompre cette voie naturelle du commerce par la construction de deux grands réseaux Est-Ouest (*Canadien Pacific*, *Grand Trunk*) mais ni l'un ni l'autre n'auraient pu être construits et exploités sur une base purement commerciale. Leur maintien et les dépenses qu'il entraîne sont régulièrement l'objet de controverses lors des élections.

Il faut cependant se souvenir que les Etats-Unis ne sont pas encore en mesure de constituer, pour le Canada, le marché nécessaire de ses matières premières.

Un autre lien financier (du point de vue des colonies) réside dans la marine et les autres forces armées de la Couronne. Le principe actuellement en force dans l'Empire est que les Dominions administrent leurs propres territoires à leur gré et assurent leur propre défense terrestre, au cas où cela est nécessaire. Les contributions qu'ils versent pour la défense navale sont volontaires et, actuellement, infimes. En dehors, par conséquent, de l'économie résultant de la concentra-

(1) Le Canada a été aussi le premier Dominion ayant, à Washington, un représentant indépendant — fait bien significatif.

tion de la défense en une puissante unité; le Parlement impérial est responsable pour une part tout à fait disproportionnée de cette dépense qui, autrement, devrait être couverte par les fermiers coloniaux (ou, plus probablement, ceux-ci rechercheraient la protection de quelque autre puissance impérialiste).

L'Australie, dont les salaires sont seulement protégés par l'élimination forcée des travailleurs japonais et chinois, est ainsi plus dépendante de la marine britannique que les autres colonies et le sentiment de « loyauté » y est plus vif.

Le dernier lien qu'il faut mentionner est celui résultant d'une langue commune, d'un système juridique commun et par le sentiment très exploité de « loyauté ». Ceci renforce et appuie grandement les liens économiques existants; mais si ces derniers étaient brisés, les autres ne survivraient vraisemblablement pas. En Irlande et dans l'Afrique du Sud, ils sont notoirement faibles.

Facteurs défavorables à l'unité

Les principaux facteurs qui travaillent à la désagrégation dans cette section de l'Empire sont :

1° La perspective d'une rapide industrialisation des colonies les rendant indépendantes du centre; cette industrialisation a commencé, mais l'allure de son développement est telle qu'il est impossible de fixer dès maintenant le temps nécessaire à son achèvement.

2° Stratégiquement, la position de l'Empire est mauvaise, car il ne constitue pas une unité géographique. Le développement de l'aviation, qui réduit la puissance des forces navales, peut avoir des effets imprévus, mais actuellement cela est partiellement contre-balancé par l'alliance britannique avec les Etats-Unis, seule puissance capable de tirer avantage de la dissémination de l'Empire. Le développement d'une autre route vers l'Australie (Suez au lieu de Panama) contribue à faire d'une section de l'Empire (les colonies situées dans l'Océan Indien) une sorte d'unité géographique, mais rien ne peut être fait pour le Canada.

3° Il y a de sérieuses difficultés à l'équilibre économique entre les colonies et le centre. Le grand intérêt économique du centre consiste à expédier aussi rapidement que possible la plus grande partie possible de son surplus de population dans les territoires libres des colonies, afin de soulager les contribuables britanniques, de stimuler la production des matières premières et d'abaisser leur prix. Les colonies, prévoyant les crises que provoquerait cet afflux de main-d'œuvre, résistent, sauf dans les cas où les employeurs sont capables de dominer les partis travaillistes et sont séduits par l'appât d'une main-d'œuvre bon marché. Les colonies veulent que la Grande-Bretagne se protège par des droits de douane élevés contre l'importation de toutes matières premières, sauf les leurs. Mais comme ceci entraînerait une hausse immédiate des prix, le Parti travailliste britannique y est hostile, ainsi que les intérêts capitalistes liés avec le Continent ou avec l'Amérique.

Ces obstacles, cependant, n'excluent pas les négociations. L'histoire des tentatives vers la création d'une fédération impériale est, pour une bonne part, l'histoire du problème économique fondamental d'un tarif douanier impérial. Ces tentatives — par conférences impériales ou autrement — sont limitées aux colonies ci-dessus énumérées (et à certains agents gouvernementaux qui composent ce qu'on appelle la « délégation hindoue ». Londres ne peut songer à agir par la force à l'égard de ces

colonies qui ne peuvent être conservées que dans une Confédération volontaire; pour ce qui est des autres colonies, elles doivent accepter ce que Londres décide.

Depuis la guerre, ces tentatives ont été appuyées, avec des réserves, par diverses sections des partis travaillistes (1) presque partout, y compris quelques-uns des leaders les plus représentatifs de l'aile gauche du mouvement (par exemple, en Grande-Bretagne, J. Johnston, George Lansbury). Les arguments mis en avant pour justifier cette attitude sont de deux sortes : 1° Qu'une politique syndicale commune n'est possible que par le boycottage ou l'interdiction des marchandises préparées dans des conditions défectueuses ou par des ouvriers non-organisés. Sur cette base, le raisin sec du Proche-Orient, par exemple, devrait être exclu en faveur des fruits australiens; 2° Que par suite de la surpopulation de la Grande-Bretagne, d'étroites relations doivent être maintenues avec ces pays, déjà reliés au centre, qui fournissent des produits alimentaires et des matières premières. La politique de « destruction de l'Empire » sans phrase menace de priver de nourriture et de travail deux ouvriers britanniques sur quatre. Ceci ne peut être proposé au prolétariat britannique comme programme.

A la droite du Labour Party, il y a naturellement des colonialistes dont le point de vue diffère à peine de l'impérialisme habituel des capitalistes intelligents. Le plus connu d'entre eux est L.-H. Guesst, qui, en 1927, quitta le parti et rejoignit les conservateurs.

Préférence impériale

Le mouvement en faveur d'un tarif douanier protecteur dans le cadre de l'Empire, vint des Dominions au centre et non vice-versa. A l'origine, les Dominions accordaient un tarif protecteur aux marchandises britanniques sans rien recevoir en retour. Le premier Dominion qui agit ainsi fut le Canada qui, en 1897, accorda un régime préférentiel à l'entrée des marchandises provenant de tout pays faisant bénéficier les produits canadiens d'un même traitement. Ceci signifiait, en fait, la Grande-Bretagne et, en 1898, un amendement le spécifia expressément.

Le principe de la préférence impériale se trouva ainsi mis au premier plan de la Conférence impériale tenue à Londres en 1902. Les Premiers ministres des Dominions qui y assistaient approuvèrent ce principe et, en même temps, signèrent un appel à la Grande-Bretagne lui demandant d'adopter un tarif douanier protégeant les marchandises impériales. En 1903, en Nouvelle-Zélande et dans l'Afrique du Sud, et en 1906 en Australie, des lois étaient votées ratifiant les décisions de la Conférence. En Grande-Bretagne les conservateurs les inscrivirent à leur programme et livraient sur elles la bataille électorale de 1906 : ils furent écrasés.

La Conférence coloniale de 1907 renouvela la demande formulée en 1902 et qui était maintenant formellement repoussée par la Grande-Bretagne. Les tarifs coloniaux restèrent en vigueur et l'ensemble du problème fut mis de côté jusqu'à la Conférence impériale de guerre, tenue en 1917, qui adop'a, entre autres choses, une résolution unanime en faveur de la préférence impériale.

En avril 1919 le premier pas fut fait dans l'applica-

(1) Dans tous ces pays, les partis communistes ou sont inexistantes ou ont été réduits à d'infimes proportions (Australie, Irlande, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande et Canada).

tion de cette décision ; en vertu de la loi de finances élaborée par sir Austen Chamberlain et votée par le Parlement, une remise de 1/6 des droits de douane était accordée sur tous produits et objets manufacturés importés des colonies, frappés d'un droit d'entrée. En 1921, la loi de sauvegarde de l'industrie élargit la sphère de la protection en l'étendant aux produits chimiques, instruments d'optique, appareils scientifiques et articles similaires ; les produits impériaux étaient exemptés de tous droits.

De 1924 à 1927 la zone de protection s'est constamment étendue, couvrant la coutellerie, les gants, les manchons d'éclairage ; un nouveau droit, avec préférence impériale, a été imposé sur la soie artificielle et la préférence a été renforcée sur le vin, le sucre, le tabac et les fruits.

La revendication croissante des Dominions pour l'égalité s'est manifestée immédiatement après l'armistice. Le cabinet de guerre impérial avait été trop longtemps, disait-on, soumis à l'influence exclusive de Londres pour représenter convenablement les intérêts des Dominions. En conséquence, en addition à la délégation de l'Empire britannique, les Dominions réussirent à imposer l'admission de délégations séparées pour le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et l'Inde. De plus, en dépit du gouvernement du centre, ils firent admettre que le traité de Versailles ne pourrait être ratifié que lorsque leurs gouvernements l'auraient approuvé. A la Société des Nations, les Dominions obtinrent d'être représentés directement et reçurent des mandats sur plusieurs des colonies enlevées à l'Allemagne. Leurs délégués ont assez souvent voté, aux assemblées générales, contre ceux du gouvernement central.

Les décisions de la Conférence de 1917 avaient été prises sous l'influence et l'émotion de l'état de guerre. La Conférence internationale suivante, tenue en 1921, annula pratiquement les plus importantes d'entre elles en affirmant qu'une union plus étroite au sein de l'empire n'était pas nécessaire. Alors cependant ce ne fut plus la Grande-Bretagne mais les Dominions qui étaient récalcitrants. Le Labour Party en Australie, les Canadiens français au Canada, les nationalistes hollandais dans l'Afrique du Sud faisaient une vigoureuse opposition, ce qui, toutefois, n'empêchait pas les Dominions d'intervenir dans la politique étrangère britannique et la rupture de l'alliance anglo-japonaise fut, directement, une conséquence de l'intervention des Premiers ministres des colonies (en même temps qu'elle était due, indirectement, à la pression exercée par la finance américaine).

La Conférence était à peine dissoute que l'égalité nouvellement consacrée des Dominions s'affirmait d'une manière dramatique. M. Lloyd George ayant, en 1922, entraîné la Grande-Bretagne dans une guerre contre la Turquie, lança un appel aux Dominions rédigé selon l'ancienne formule. Sous la direction du Canada, ceux-ci répondirent par un brutal refus ; M. Lloyd George était chassé du ministère et le gouvernement conservateur se hâta de mettre fin à l'aventure en concluant avec la Turquie le meilleur traité possible.

Une nouvelle Conférence impériale eut lieu en 1923, rendue nécessaire par une initiative du Canada qui avait conclu un accord concernant la pêche avec les Etats-Unis par-dessus la tête de Downing Street et malgré ses protestations. Le gouvernement britannique accepta, presque dans leur totalité, les revendications des Domi-

nions. Des accords tels que celui que le Canada venait de signer étaient formellement autorisés ; ils seraient négociés et signés par les Dominions ; la seule trace de surveillance britannique qu'on laissait subsister consistait en ce que le roi (c'est-à-dire le gouvernement britannique) concéderait d'abord de pleins pouvoirs, puis, finalement, donnerait sa ratification. De plus, certains accords techniques moins importants seraient même dispensés de ce contrôle. Cette question réglée, les débats de la Conférence furent largement consacrés à la discussion de la politique étrangère et on dit que le plan Dawes, adopté l'année suivante, sortit des propositions soumises par le général Smuts (Afrique du Sud).

Le droit de conclure des traités a été exercé depuis par les Dominions dans le cas du « protocole de Genève » élaboré par le gouvernement travailliste en 1924 (protocole non adopté) et des accords de Locarno, en 1925.

Un conflit inter-Dominions a surgi entre l'Inde et l'Afrique du Sud au sujet de la législation ouvrière concernant la main-d'œuvre hindoue appliquée par ce dernier pays. Il faut encore ajouter que le droit de sécession de la part des Dominions a été expressément reconnu par un Premier ministre britannique (M. Bonar Law) et que le seul sujet de récrimination subsistant, du point de vue constitutionnel, est le droit reconnu à tout habitant des colonies d'en appeler, en matière judiciaire, au Conseil privé, à Londres.

La question de savoir si les liens sont ainsi devenus plus étroits ou plus lâches est affaire d'opinion. Nous avons noté les indications très claires d'une tendance vers l'action séparée mais, en regard, il convient de placer le fait qu'en 1926 le parti nationaliste hollandais de l'Afrique du Sud a été gagné à l'impérialisme. La volonté qu'ont manifestée les Dominions au cours de ces dernières années n'était pas tant pour rompre que pour obliger la Grande-Bretagne à permettre aux Dominions de s'élever de la subordination à l'égalité (et d'accepter les responsabilités en résultant). Quelle tendance — unité ou dispersion — l'emportera ? Cela dépend du développement du commerce de l'Empire, sur lequel les tableaux suivants donnent les dernières informations recueillies :

EXPORTATIONS BRITANNIQUES

Proportion des objets manufacturés par rapport au total des exportations (pourcentages en 1924)

a) Dans l'Empire :

Inde	95
Canada	82
Australie	93,5
Nouvelle-Zélande	87,5
Afrique du Sud	91,5

b) Autres pays :

Allemagne	57,6
Etats-Unis	78
France	48
Italie	42

IMPORTATIONS BRITANNIQUES

Pourcentage d'articles divers reçus des pays composant l'empire, en 1924 :

Blé et farine	53
Bœuf	9,2
Fruits	22,3
Peaux	46,6
Beurre	42,4
Mouton	60,5
Laine	80,5

EXPORTATIONS BRITANNIQUES TOTALES
(en livres sterling)

Années	Valeur totale	Total ramené à valeur en 1913
1904-13	408.440.000	408.440.000
1922	719.507.000	361.836.000
1923	767.258.000	404.404.000
1924	795.365.000	420.582.000

Années	Dans l'Empire Total	Dans l'Empire Total ramené à valeur en 1913
1904-13	141.934.000	141.934.000
1922	270.202.000	143.287.000
1923	300.603.000	158.526.000
1924	332.536.252	174.962.000

Pourcentage des exportations dans l'Empire :

1904-13	34,75
1922	37,5
1923	39,2
1924	41,8

IMPORTATIONS BRITANNIQUES
(en livres sterling)

Années	Chiffre global ramené à valeur en 1913	De l'Empire Valeur ramené à son équivalent en 1913
1913	659.168.000	135.386.000
1922	570.073.000	180.713.000
1923	641.691.000	189.940.000
1924	719.503.000	218.729.000

Pourcentage des importations de l'Empire en Grande-Bretagne :

1913	20,5
1922	31,6
1923	29,5
1924	30,4

Je n'ai pu trouver de tableaux établis de manière identique pour 1926, mais les pourcentages sont les suivants :

Exportation de Grande-Bretagne dans l'Empire : 48,7.

Importations de l'Empire en Grande-Bretagne : 30,4.

Ces chiffres montrent tout à fait clairement que bien qu'il y ait un accroissement du commerce britannique avec l'Empire — résultat d'une ardente propagande — il est encore impossible de dire si cet accroissement deviendra assez sérieux pour répondre à la question posée en faveur de l'unité impériale.

Second groupe : les Etats esclaves

Quand nous nous tournons de l'Australie et de l'Amérique vers l'Afrique et l'Asie, nous nous trouvons en présence d'une situation très différente. Ici plus de laborieuses conférences s'achevant sur des concessions faites de mauvaise grâce, plus de ministres à flatter ou des tarifs douaniers à imposer. Ce que le « sahib » blanc dit est la loi et les « fellahs noirs » n'ont qu'à s'exécuter. Mais même ici il y a des degrés dans l'oppression, et le rajah britannique n'est plus aujourd'hui aussi despotique et omnipotent qu'il le fût jadis.

Nous pouvons en conséquence diviser ce groupe en deux sections :

1° Les pays où les Britanniques bien que prédominants sont néanmoins entrés ou tentent d'entrer en coopération avec la classe capitaliste indigène, laissant entrevoir une égalité éventuelle ;

2° Les colonies où la domination des blancs est encore aussi absolue que domination humaine le fût jamais.

Alliance avec le capital indigène

Dans la première catégorie, on peut ranger résolument l'Inde et l'Egypte, et il apparaît que le gouvernement britannique a l'intention de suivre une politique semblable dans l'Irak.

Dans l'Inde, les réformes Montagu-Chelmsford de 1919 offrirent aux capitalistes hindous (les ouvriers et les paysans n'ont pas encore de droits civiques) une *diarchy*, dans laquelle les postes essentiels du pouvoir restaient réservés aux fonctionnaires britanniques tandis que certaines fonctions administratives passaient sous un contrôle hindou partiellement démocratique. Cette concession aux revendications autonomistes ne donna pas satisfaction aux ambitions de la bourgeoisie indigène qui répondit par le mouvement de non-coopération passive dirigé par Gandhi. Le gouvernement britannique riposta par une répression brutale accrue. Jusqu'en 1921 les difficultés de l'Empire britannique dans l'Inde allèrent sans cesse s'aggravant, mais en 1921, à la suite du massacre de Chauri Chaura, Gandhi abandonna son programme de résistance passive et l'alliance des capitalistes, des ouvriers et des paysans qu'il avait réalisée s'effondra. Le mouvement syndical des ouvriers subsiste, les paysans sont à peu près silencieux et le parti Swaraj, représentant les commerçants et les fabricants, est en état de décomposition partielle. En utilisant l'Assemblée législative (comme par exemple par le vote d'un droit de douane sur les aciers et textiles britanniques) les capitalistes hindous ont eu la possibilité de s'assurer des avantages économiques aux dépens des concurrents britanniques, et une disposition croissante à abandonner la résistance et à accepter le compromis proposé est visible. Mais ceci ne signifie en aucune façon que la résistance a été abandonnée. Le boycottage effectif de la Commission Simon en 1928 montre clairement que la bourgeoisie hindoue entend utiliser à son maximum son pouvoir de marchandage.

De même, en Egypte, après une période de répression violente contre le Wafd (parti de la bourgeoisie égyptienne) les Anglais se sont assurés l'acceptation d'un compromis. Les centres stratégiques restent entre les mains des occupants militaires britanniques, de sorte que la force britannique est là toujours en réserve mais, pour le reste, les pouvoirs administratifs sont passés dans les mains des ministres indigènes (1). L'Angleterre a tenté fréquemment de contraindre l'Egypte à reconnaître cette situation de fait par un traité. Mais elle s'est toujours heurtée à la résistance de la bourgeoisie égyptienne qui est persuadée qu'elle

(1) Les « points réservés » sur la base desquels la Grande-Bretagne peut intervenir dans les questions égyptiennes sont : 1° la sécurité des communications impériales ; 2° la défense de l'Egypte contre les puissances étrangères ; 3° la protection des étrangers et des minorités ; 4° le Soudan. Largement interprétés, ils ouvrent un champ énorme à l'intervention britannique.

pourra arracher au Gouvernement de Londres des concessions sans cesse croissantes.

Le point maximum de friction semble, par suite, avoir été franchi pour le présent. Cependant, de nouvelles exigences seront sans doute formulées dans l'avenir et les Etats en question finiront par obtenir soit leur autonomie virtuelle au sein de l'Empire — comme l'Etat libre d'Irlande — soit leur indépendance absolue, comme Etats capitalistes dans les deux cas. Si la classe dirigeante britannique se montre aussi habile à l'avenir qu'elle l'a été dans le passé c'est la première solution qui prévaudra et elle sera atteinte progressivement, sans heurts violents ni soulèvements.

Domination britannique absolue

Dans les colonies africaines, en dehors de l'Egypte et de l'Union Sud-Africaine, le gouvernement britannique n'a pas besoin de tenir compte des désirs des indigènes à peine sortis de l'état primitif de la vie de tribus. En conséquence, la seule considération qui entre en ligne de compte à leur égard est la suivante : sont-elles propres ou non à une occupation blanche ? Celles qui ont la bonne fortune de posséder un climat sous lequel les blancs ne peuvent pas travailler (par exemple, le Somaliland, le Soudan, la Nigeria, Sierra-Léone, l'Achanti et l'Afrique occidentale en général) sont comparativement bien traitées. La vieille politique libérale consistant à encourager les indigènes à cultiver leurs propres terres pour eux-mêmes y est suivie et l'intérêt capitaliste britannique se borne à y encourager une fourniture régulière de caoutchouc, d'huile de palme, etc., pour leurs grandes entreprises. Les coutumes et organisations locales existantes sont troublées aussi peu que possible. Il est indéniable que la prévention des guerres de tribu à tribu, l'extinction du trafic des esclaves, la suppression de certaines pratiques religieuses révoltantes ainsi que l'instauration d'un travail pacifique et productif ont été autant d'avantages réels pour les indigènes. Aussi longtemps que le soutien de ces bienfaits subsistera et aussi longtemps que leur éducation restera aussi rudimentaire qu'elle l'est à présent, les indigènes accepteront la domination politique absolue exigée en retour par les Britanniques. Bien peu de signes de séparatisme ont pu être aperçus déjà dans ces pays.

L'histoire est plus différente dans l'Afrique orientale. La Rhodésie, depuis son premier développement, Kénia depuis 1904 et Tanganyika depuis 1927 ont été ouvertes, sur de grandes étendues, à la colonisation blanche. Le résultat ne peut être caractérisé que comme une véritable dévastation. La méthode employée a été poussée à fond dans le Kénia, où on peut le mieux l'étudier.

La culture profitable par les indigènes est, en fait, défendue par les règlements administratifs. Ces indigènes sont poussés, par les taxations qui les frappent, à travailler dans les plantations des Européens pour de bas salaires et sont soumis, dans certains cas, à des violences odieuses. Les chemins de fer desservent exclusivement les exploitations agricoles des blancs qui comprennent toutes les meilleures terres, obtenues parfois par de véritables dupes. L'oligarchie blanche n'est contenue, dans son oppression, que par la crainte du Colonial Office britannique et, dans une circonstance particulière, elle est allée jusqu'à menacer d'une rébellion ouverte au cas où une protec-

tion réelle serait accordée aux indigènes. Cette politique carthaginoise d'exploitation d'un pays au profit d'une petite oligarchie étrangère a déjà fait naître le mécontentement, même parmi les dociles indigènes de l'Afrique orientale, et en 1922 surgit la révolte de Thuku, un soulèvement religieux qui ne fut guère plus qu'une rébellion passagère. Pour tant c'était un signe certain du mécontentement des indigènes, et à moins que les méthodes britanniques de colonisation ne soient totalement modifiées — ce qui est peu probable — cela doit conduire à une révolution violente et horrible.

Nous venons d'examiner l'Empire britannique section par section. Les conclusions ont été indiquées pour chaque partie. Elles peuvent cependant être résumées ici en une phrase : l'Empire a, apparemment, franchi, pour l'instant, le point maximum de friction qui fut atteint dans les années 1921 et 1922 (1) et, pour une courte période, on peut s'attendre à un renforcement des liens qui unissent ses diverses parties. Nous devons ajouter cependant que dans une section — l'Afrique orientale — les symptômes abondent d'une rupture violente et définitive.

Quant à la section de l'Empire qui a conquis son autonomie et dans laquelle la classe capitaliste indigène est admise à s'allier avec les capitalistes britanniques, les signes économiques et autres qu'on peut noter peuvent être interprétés — selon le désir de celui qui les commente — comme le prélude d'une rupture définitive ou d'une « Fédération impériale » solidement établie. Et celui qui veut prophétiser, dans un sens ou dans l'autre, ne fait que révéler son ignorance ou sa passion politique.

R. W. POSTGATE.

Le Collier de Perles

La moitié du groupe, oui, cinquante S. F. I. O. sont prêts à seconder M. Poincaré, à accepter de collaborer avec lui.

(Déclaration du député socialiste SIZAIRE au Petit Bleu, du 11 mai.)

Tête de l'opposition, le groupe parlementaire socialiste se montrera capable d'être le Gouvernement de demain.

(Déclaration de Emile KAHN, au Congrès fédéral socialiste de la Seine, 6 mai.)

Nous ne tenons pas à ce que des étrangers qui ne connaissent rien à notre pays viennent nous donner des ordres, même s'ils les apportaient sur des bateaux remplis de roubles.

(Déclaration d'Évan Thomas, secrétaire de la Fédération des mineurs du Pays de Galles, à un enquêteur du *Matin*, 10 mai.)

Dans la mesure où l'évolution du régime soviétique produira des boves et des squames de corruption, de résignation, de dévotion communiste, nous voyons nettement Trotsky appelé à opérer le redressement nécessaire.

(Louis SELLIER, *Bulletin Communiste*, page 814, 2 novembre 1922.)

(1) Chauri Chaura et Chana sont les deux dates symboliques.

Lettre de Russie

Moscou, avril 1928.

Les oppositionnels sont battus à plate couture, ils sont peut-être même finis comme hommes politiques ; le mouvement de mécontentement passera à côté d'eux désormais, mais il faut leur savoir gré d'une chose : ils ont montré qu'il y avait moyen malgré tout de faire une certaine agitation, ils ont réveillé l'esprit de critique, et cela persistera.

On voit apparaître une mentalité nouvelle : de même que sous l'ancien régime il y avait bon nombre de gouverneurs, de généraux, de censeurs, de policiers « libéraux », soucieux de laisser entendre : « Je suis obligé d'agir ainsi, mais vous savez, moi, je suis un homme cultivé, je n'approuve pas ces mesures... », il y a maintenant des communistes, même non opposants, qui sont prêts à rendre tel ou tel service qu'un communiste aveuglément loyal ne devrait pas rendre. Ce sont nos « libéraux ». Je pense que ce phénomène ne peut que s'accroître.

**

Actuellement, l'aspect de Moscou rappelle un peu 1919 : depuis trois mois, on voit devant les crémeries des queues immenses de malheureuses ménagères. Pour manger un peu de beurre, il faut avoir ou bien une femme qui ne travaille pas, ou bien une esclave salariée, quelqu'un en un mot qui soit prêt à courir, toute affaire cessante, dès qu'une voisine annonce : « Il y a du beurre dans tel magasin. » Pas d'œufs, pas de thé, souvent pas de fromage. Il y a des queues semblables pour le savon de ménage. Il y en a quelquefois pour le pétrole. Devant les magasins de tissus, s'il n'y a pas de queue, on peut être sûr qu'il n'y a pas de tissus dedans. Si un produit reparaît, c'est un autre qui disparaît. On peut se représenter le tableau : en Italie, il y aurait eu depuis longtemps des vitres cassées. Le plus révoltant est qu'il paraît dans les journaux des petites notes rassurantes : on veut persuader à la population qu'il y a là, à sa disposition, ce qu'il n'y a pas. On pourrait expliquer : nous sommes obligés d'exporter le beurre, les œufs, le pétrole, nous ne sommes pas assez riches pour importer du thé, donc patientez... Mais on préfère mentir, nier l'évidence même.

**

Vous avez suivi la campagne du blé. Mais il vient des campagnes des lettres qui en disent bien plus long. On en a soi-disant aux koulaks. Mais en réalité on s'attaque à tous les paysans. Quand on amène des tissus dans un village, le pauvre n'a pas de blé à verser pour les acheter, c'est au contraire le riche qui les accapare (pour les revendre ensuite). Quand, au contraire, on avance les délais de paiement de l'impôt fixés par la loi (ce qui est un manquement de l'Etat à sa promesse), ce sont tous les contribuables qui en pâtissent, et naturellement davantage les moins aisés.

Quoi qu'on pense de la classe paysanne, il faut reconnaître qu'ici elle est exploitée de toutes les façons, et exploitée consciemment ; on lui a tiré cette année 315 millions d'impôt ; plus environ la moitié de « contributions volontaires » (non moins obligatoires que les autres impôts), soit 150 millions ; plus 60 % environ du bénéfice de la vodka ou 360 millions, plus les assurances obligatoires pour les maisons et le bétail, soit environ 100 millions ; plus les divers impôts (accises) sur le sucre, les allumettes, etc... plus, enfin et surtout, le fameux écart

entre les prix des denrées agricoles et ceux des produits manufacturés. Si on admet que les paysans vendent chaque année 700 millions de pouds de céréales et que sur chaque poud ils versent 60 kopeks (par rapport au prix actuel de la vie), cela fait encore 420 millions qu'on leur vole. Cela nous conduit loin, et bien au-delà du milliard.

Rien d'étonnant s'il y a eu des émeutes paysannes, réprimées par la troupe, et si d'autre part des familles désespérées abandonnent leurs champs pour aller, à tout hasard, à la ville. Il ne s'agit pas de koulaks, mais de tous les paysans et, quoi qu'on fasse, ce sont encore les koulaks qui souffrent le moins de cette situation. En tout cas, nous pouvons nous attendre pour l'année prochaine à une jolie récolte. Le Comité central fait avec les campagnes une politique de folie.

**

Et le sort du prolétariat !

La journée de 7 heures, dans les fabriques textiles où elle est appliquée, ne fait que rendre le travail plus intense, la fatigue plus grande (pour l'équipe de nuit), la vie toute entière plus difficile (non adaptation des horaires des tramways, des heures d'ouverture des boutiques, etc.)

A peu près partout, dans les nouveaux contrats collectifs, on a réalisé une baisse déguisée des salaires : d'où des grèves. La presse n'en souffle mot, sauf par inadvertance : ainsi nous avons lu tout d'un coup que, si on a semblé s'inquiéter des abus fabuleux existant dans le Donetz, c'est qu'il y a eu des grèves, « suscitées par des grédins », ajoute-t-on d'ailleurs. Comme dans n'importe quel pays capitaliste, l'ouvrier n'obtient rien, même pas l'observation des lois existantes, sans grève. C'est instructif pour ceux qui se demandent quelle est la véritable nature de l'Etat soviétique. Et puis il ne faut pas oublier que la part des salaires dans les prix de revient de l'industrie est la même que sous l'ancien régime.

**

Qu'est donc devenu la part autrefois mangée par les actionnaires ? Les statistiques ne le disent pas. Mais il est bien clair que les actionnaires sont toujours là et ont gardé tout leur appétit : seulement ils s'appellent : direction d'usines, de trusts, de sections, de bureaux...

On a beaucoup écrit et parlé sur la bureaucratie à réduire, à combattre... mais rien n'est changé : on chasse une balayeuse payée 40 roubles, on ne l'emploie plus qu'une demi-journée (elle vivra avec 20 roubles), mais le haut personnel reste intact, avec ses autos, ses primes, ses frais de déplacement.

A propos de primes, dans une usine d'aviation on s'aperçoit fin août dernier que le programme annuel sera loin d'être terminé pour le 1^{er} octobre. Grandes décisions : on parle aux ouvriers, on leur promet des primes s'ils terminent. D'accord ! On fait deux heures supplémentaires chaque jour et on en met un coup : le 1^{er} octobre, le programme se trouve intégralement exécuté. Le directeur, qui a passé tout ce mois aux eaux à Kislovodsk, touche sa prime, de même les divers chefs de services, mais les ouvriers n'ont pas touché un kopek.

Une excellente lingère, dans une fabrique de confection d'Etat, travaillant intelligemment, cherchant constamment à gagner du temps, à « rationaliser » ses gestes, se fait de 30 à 40 roubles par quinzaine. Quand elle fait remarquer que des ouvriers à peine spécialisés gagnent autant et plus dans d'autres branches, on lui répond gravement : « Ce sont des branches retardataires. »

Je cite au hasard les derniers faits qui me vien-

ment à la mémoire. Décidément, quand on compare la situation de la Russie en 1913, et pendant la révolution, on est obligé de constater combien il y a dans notre régime actuel de survivances de l'ancien régime, quelle masse énorme de faits ne sont ni meilleurs ni pires, mais identiques.

X.

Notes Economiques

Nonvelle législature :

La petite bourgeoisie passe définitivement la main

Les élections ont été la ratification par les troupes petites-bourgeoises de l'attitude de leurs chefs (1) ; elles passent définitivement la charge du pouvoir à la grande bourgeoisie.

La nouvelle Chambre est la réplique très exacte de celles qui suivirent le combisme.

Depuis les débuts de la Troisième République, la petite bourgeoisie française a eu deux velleités de gouverner ; deux fois elle a eu le pouvoir nominalement. La première fois, ce fut il y a vingt-cinq ans : à l'époque de Combes ; la seconde c'est hier : au moment du Cartel. Les deux fois cela ne dura qu'un instant. L'impuissance de la petite bourgeoisie apparut rapidement, et au bout de peu de temps le développement bourgeois reprenait son cours normal : des Chambres et un Gouvernement abandonnant toute tentative d'enrayer le progrès du grand capitalisme, se confinant dans leur fonction essentielle d'Etat de classe : la préservation par la force des privilèges des spoliateurs contre les revendications des spoliés.

Il est remarquable qu'à ces deux époques, si bref qu'ait été le passage aux affaires de la petite bourgeoisie, celui-ci n'a pu se maintenir, même pendant ce court laps de temps, que grâce à l'appui d'une fraction de la grande bourgeoisie. En 1900, le combisme ne parvint au pouvoir qu'avec l'aide de la finance juive, effrayée du puissant retour offensif tenté par l'Eglise catholique sous la forme de l'antisémitisme, à l'occasion de l'Affaire Dreyfus ; en 1925, le Cartel ne régna que grâce à l'appui de la Banque de Paris et des Pays-Bas, c'est-à-dire à la coalition de tout ce qui, dans le haut capitalisme, n'était point directement intéressé à la métallurgie de l'Est, et craignait le trouble que pouvait apporter dans « les affaires » l'acharnement mis par le Comité des Forges à conquérir le charbon de la Ruhr. Le jour qui marque la fin véritable du Cartel, c'est celui où fut conclu le « trust de l'acier », c'est-à-dire l'accord entre métallurgistes français et métallurgistes allemands. Le Comité des Forges cessant, du jour de cet accord, sa politique belliqueuse, rien ne le séparait plus des autres fractions du capitalisme français ; l'alliance de celles-ci avec la petite bourgeoisie n'avait plus de raison d'être ; la petite bourgeoisie réduite à ses seules forces n'avait qu'à disparaître : c'est ce qu'elle s'est empressée de faire.

Poincaré récidive

Nous avons indiqué, l'été dernier (2) quelle scandaleuse opération constituait l'emprunt auquel se livrait alors Poincaré, remboursant un emprunt à 0,5 0/0 d'intérêt, par le moyen d'un emprunt à 6,5 0/0 ! Quel surcroît de charges cela imposait à l'Etat, et quelle aubaine c'était pour M. de Rothschild, principal actionnaire de la Banque de France.

Pour des gredins de cette envergure, les 180 millions annuels que l'emprunt de juillet dernier a rapportés à la Banque de France et les 270 millions de charges an-

nuelles nouvelles qu'il a valu en revanche à l'Etat français (1), ne pouvaient évidemment être qu'un hors-d'œuvre. Aussi le résultat du « second tour » était-il à peine connu que Poincaré récidivait. Au moment où paraîtront ces lignes, le nouvel emprunt sera sans doute en pleine émission.

Comme celui de juillet, c'est un emprunt dont l'objet essentiel est le remboursement par l'Etat d'un prêt de la Banque de France qui ne coûtait à peu près rien à l'Etat, au moyen d'un emprunt qui va lui coûter dans les quelque cinq et demi pour cent d'intérêts.

De même que dans le premier emprunt il y aura la clause qui en constitue le scandale, celle-ci : le montant maximum autorisé des avances de la Banque de France à l'Etat sera diminué des sommes remboursées à la Banque de France, mais le montant maximum des billets que la Banque pourra émettre restera le même. Ce qui revient à augmenter la quantité de billets que la Banque de France peut émettre à son profit, sans que l'Etat tire aucun avantage du nouveau et considérable privilège qu'il concède ainsi à la Banque.

Certes, il est arrivé plusieurs fois qu'avec le développement du commerce et de l'industrie la quantité de billets que la Banque était autorisée à émettre devenait insuffisante ; une loi intervenait alors pour élever cette limite, mais, en contre-partie des nouveaux bénéfices que la Banque allait pouvoir réaliser en plaçant à 3, 4, 5 0/0 d'intérêts cette nouvelle quantité de billets qui lui coûtait juste la peine de les faire imprimer, la loi imposait à la Banque, au profit de l'Etat, de nouvelles charges. Avec Poincaré l'Escroc il n'en est plus de même. Lorsque, après quelques emprunts comme celui de juillet dernier et celui actuellement en cours, l'Etat aura remboursé à la Banque toutes les avances que celle-ci lui a faites au cours de la guerre et de l'après-guerre, — comme on n'aura pas abaissé la limite d'émission des billets qui avait été portée au chiffre actuel seulement afin de permettre à la Banque de fournir à l'Etat les billets dont celui-ci avait eu besoin, — la Banque de France se trouvera *ipso facto* munie de l'autorisation d'émettre pour son compte, pour son propre profit, une quantité de billets infiniment supérieure à celle d'avant-guerre, sans que cela lui ait rien coûté, sans qu'elle ait rien eu à payer à l'Etat pour ce nouveau et fructueux privilège. Il n'en coûtera qu'à l'Etat, c'est-à-dire aux contribuables, environ un milliard de plus d'intérêts à payer chaque année.

Ne vous étonnez donc pas si M. de Rothschild, qui avait profité l'an dernier de l'assemblée générale des actionnaires du Chemin de fer du Nord pour se livrer à une manœuvre de chantage que nous avons dénoncée, en réclamant la revalorisation totale du franc au lieu de sa stabilisation au cours actuel, s'est, cette année, tenu coi... puisque son chantage avait réussi.

Et ne vous étonnez pas non plus si le cours de l'action de la Banque de France a atteint des cours astronomiques, passant en un an de 17.000 à 23.000 francs !

« Enrichissez-vous ! »

Nous avons naguère indiqué ce qui différencie les impôts directs des impôts indirects (2) : à la différence des impôts indirects, les impôts directs tendent à limiter, ou tout au moins à ralentir, la concentration du capital. Ce ralentissement est-il avantageux ou non en système capitaliste, pour le prolétariat ? Celui-ci a-t-il plutôt intérêt à être exploité par une petite bourgeoisie rapace que par de gros richards ? La question est discutable. Mais ce qui ne l'est pas, c'est que dans un pays de Nep, dans un régime où la grande entreprise est entre les mains de l'Etat, et où la propriété privée des moyens de production ne doit être maintenue que dans les entreprises trop petites pour être techniquement socialisables, il faut s'op-

(1) Voir la *Révolution Proletarienne* du 1^{er} avril 28.

(2) Voir la *Révolution Proletarienne* du 1^{er} juillet 27.

(1) Voir la *Révolution Proletarienne* du 1^{er} août 27.

(2) Voir la *Révolution Proletarienne* de janvier 1926.

poser par tous les moyens, à la concentration du capital, à la constitution de grosses fortunes, dont l'existence à elle seule entraînerait nécessairement, à bref délai, le rétablissement d'une grande industrie privée, et par suite le régime capitaliste pur et simple. Par suite, dans une Nép qui entendrait évoluer vers le socialisme et non vers le capitalisme, les impôts directs devaient être de beaucoup les plus importants, sinon les seuls.

Or, c'est tout le contraire qui existe en U.R.S.S.

L'U.R.S.S. est le pays d'Europe où la proportion des impôts directs par rapport à l'ensemble des impôts est la plus faible. Pour l'exercice 1926-27, les impôts directs n'atteignaient en effet que 912 millions de roubles sur un total de 2 milliards 477 millions d'impôts, soit donc une proportion d'un tiers seulement environ (36,8 0/0 exactement). Or cette proportion a semblé encore trop forte à Staline. Dans le projet de budget de 1927-28, les impôts indirects ont été augmentés, d'avantage que les impôts directs; tandis que ceux-ci n'étaient en effet accrus que de 8 %, les impôts directs et taxes diverses, tous impôts frappant le pauvre autant que le riche, l'étaient, les premiers de 15 %, et les seconds de 36 % ! (1).

C'est là encore un fait qui montre combien les nouvelles déclarations gauchistes des dirigeants du Parti Communiste russe sont purement verbales, destinées simplement à masquer la véritable signification de leur lutte contre l'Opposition. Le mot d'ordre qui reste appliqué dans les faits est celui donné par Boukharine : « Enrichissez-vous ! » L'Etat de Staline favorise par un régime fiscal de plus en plus favorable l'accumulation privée des capitaux.

R. LOUZON.

LA PETITE HISTOIRE

La colère d'André Marty

Les députés communistes battus ne sont pas contents. On comprend ça. Mais le plus furieux, c'est André Marty.

Il est entré dans une rage folle. Le Parti n'a pas mené campagne dans sa circonscription. Les orateurs désignés n'ont pas fait les réunions annoncées. Et d'autres choses encore. Sitôt libre, il courra à Moscou réclamer des sanctions contre les incapables de la direction du Parti.

Heureusement pour ceux-ci, Marty n'est pas près d'être libéré par l'amnistie. D'ici là sa colère sera tombée. D'autant qu'elle paraît assez injustifiée. Le Parti ne lui avait-il pas réservé l'une des meilleures circonscriptions : celle d'Argenteuil ?

Sans la nouvelle que Baroux, l'ancien député communiste, allait, par la grâce de Poincaré, devenir percepteur d'Argenteuil, témoignage de la pourriture des milieux communistes, peut-être Marty serait-il encore député ?

Pauvre communisme anglais !

Le parti anglais n'avait qu'un seul député, l'Hindou Saklatvala. L'a-t-il toujours ?

Saklatvala vient de faire confirmer, suivant le rite spécial de la religion des Parsys de l'Inde, ses deux jeunes filles. Cette confirmation consiste à se faire badigeonner la figure avec de la farine trempée d'eau.

Ne voulant pas qu'il fût dit que la cérémonie avait été effectuée en cachette, il adressa une invitation sur bristol à chaque membre de la Chambre des Communes.

Vous imaginez le tapage de la presse et le terrible embarras des communistes anglais.

(1) Voir la Vie Économique des Soviets, du 5 avril 1929, page 2.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

AU CONGRÈS DE L'I. S. R.

La C.G.T.U. et les grèves

Dans l'enthousiasme de « l'écrasement de la minorité » au Congrès de Bordeaux, un délégué soucieux de manquer publiquement son approbation du Bureau et de la C. E. de la C. G. T. U., s'est écrié : « Hurrah pour le Bureau Confédéral ! »

Il faut souhaiter que ce même délégué se soit trouvé dans la délégation de la C. G. T. U. au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, et qu'il ait entendu de la bouche du secrétaire de celle-ci, une critique très dure, et plus « systématique » encore que celle de la minorité de Bordeaux, de l'activité de la C. G. T. U. Très probablement, notre chaleureux délégué se serait abstenu de lancer son « hurrah ! » retentissant.

Mais les militants du mouvement syndical français sauront-ils jamais par qui ils furent représentés à ce Congrès de l'I. S. R. ? Sauf omission, cela n'a pas été dit.

Et puis, sans doute, si notre délégué enthousiaste n'a pas lancé, à Moscou, de « hurrah ! », pour le Bureau confédéral, il n'aura pas manqué, lui et ses pareils, d'en lancer de plus retentissants en l'honneur du Bureau Exécutif de l'I. S. R. Il y a des gens qui passent leur temps, et ils croient bien faire, à approuver les « supérieurs » ; à Bordeaux, les supérieurs, c'était le Bureau confédéral ; à Moscou, ce fut le Bureau Exécutif de l'I. S. R.

Mais qu'advint-il à ce Congrès de l'I. S. R. ? On l'a vu au moins par les extraits de la résolution que nous avons publiés dans notre dernier numéro, il advint que l'I. S. R. ne s'est pas montrée du tout satisfaite du travail des militants placés à la tête de la C. G. T. U., et que, dans ce travail, les grèves et la tactique employée par la direction de la C. G. T. U. furent principalement incriminées.

Le point n° 5 du paragraphe 17 des thèses adoptées par le Congrès de l'I. S. R. sur le rapport de Losovsky dit qu'un des principaux défauts du mouvement syndical révolutionnaire est :

Quelquefois, on traite les grèves à la légère (France) et on ne comprend pas que chaque grève pendue par notre faute affaiblit le mouvement syndical révolutionnaire.

Dans la reproduction de l'intervention de Monmousseau au Congrès (*Vie Ouvrière*, n° 461), on voit que le secrétaire de la C. G. T. U. a déclaré : *Notre camarade Losovsky a fait dans son intervention une critique de nos grèves.*

Quelles critiques, la *Vie Ouvrière* ne le dit pas, mais par la suite de l'exposé de Monmousseau : *Il faut que nous revendiquions la justesse de la grève du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc, de la grève de solidarité des mineurs français avec la grève anglaise...*, on commence à distinguer quelles sont les grèves, quelle est la tactique incriminées.

On le distingue mieux encore quand on se rend compte que l'exposé de Monmousseau reproduit par le numéro déjà cité de la *Vie Ouvrière* a été soigneusement expurgé de ce qui donnerait un caractère trop précis aux critiques dont on préfère parler dans le vague. C'est ainsi que si Monmousseau a bien déclaré au Congrès, comme le mentionne la *Vie Ouvrière* : *Notre camarade Losovsky a fait dans son intervention une critique de nos grèves...*, il a

poursuivi en ces termes, que la *Vie Ouvrière* s'est bien gardée de reproduire :

Nous considérons que ces critiques sont justes dans l'ensemble, mais si nous prenons pour nous la formule dont il s'est servi en disant qu'il y avait une tendance à faire la grève générale toutes les cinq minutes, nous disons qu'il y a là une exagération qui mérite d'être rectifiée.

A la lumière de cette « rectification » — omise par la *Vie Ouvrière* — on saisit que la grande critique de l'I. S. R. a porté sur les pseudo-grèves générales de la C. G. T. U. ; Moscou a senti que ces pseudo-grèves générales avaient fichu un coup à la C. G. T. U., cependant qu'au 33, rue Grange-aux-Belles, on eut le toupet de nier jusqu'à la gauche les conséquences quasi-désastreuses de ces mouvements.

La critique des grèves de la C. G. T. U. semble avoir porté encore sur un autre type de grèves : sur les grèves contre les diminutions de salaires. Dans son discours, Monmousseau a, dans tout un coup, constaté qu'au printemps 1927... la masse des ouvriers est restée passive..., puis que cette passivité s'est développée dans nos cadres de base qui sous-estimèrent les possibilités de combat latentes au sein des masses ouvrières.

Monmousseau a continué ainsi :

C'est ainsi que dans certaines circonstances, nos militants à la base ont cru devoir faire une retraite sur la question des salaires ET DE PASSER CERTAINS COMPROMIS AVEC LE PATRONAT SUR UNE BASE DE DIMINUTION DE SALAIRES (1), avant d'avoir organisé la résistance et d'avoir cherché les possibilités de lutte.

Avouez que voilà un aveu d'une belle gravité ! A Moscou, dans un Congrès international, le secrétaire général de cette C. G. T. U. si révolutionnaire, si parfaite (rappelons-nous toujours le « hurrah ! » de Bordeaux) est obligé de reconnaître que, dans certains cas, les militants unitaires ont accepté des diminutions de salaires sans combattre.

Ceci se passait avant le Congrès de Bordeaux puisque Monmousseau a déclaré — encore une déclaration « oubliée » par la *Vie Ouvrière* — : *C'est ce qui caractérise le mouvement de Roanne dans le textile en avril 1927.*

De l'exposé de Porreye, qui a dit tout d'abord : *La délégation française a cru voir dans le discours de Losovsky des attaques injustifiées contre la tactique de la C. G. T. U.*, il faut retenir d'autre part, que la grève d'Aniche a été citée par Losovsky comme un cas d'attention insuffisante pour la préparation des grèves.

Premier cas : pas de grève, pas de résistance même, alors qu'il y a des possibilités de combat (Roanne).

Deuxième cas : grève mal préparée (Aniche).

Sur le tout, l'objurgation de Losovsky : *Pas de grève générale toutes les cinq minutes !*

*
**

Il serait tout de même temps que la C. G. T. U. se décide à renseigner ses adhérents sur le débat si important de ce Congrès sur les grèves et sur la tactique des grèves en France. Nous vivons une drôle de période, car ce débat, ce n'est pas le Congrès de l'I. S. R. qu'on aurait dû attendre pour le provoquer, c'est au Congrès confédéral de Bordeaux qu'il devait venir, c'était la tâche naturelle du Congrès de Bordeaux. Mais rappelons-nous que ce « beau Congrès » a simplement « oublié » le débat sur les grèves ! Il a été escamoté sous les

(1) Ce membre de phrase a été « omis » dans la reproduction par le n° 461 de la « *Vie Ouvrière* » de l'exposé de Monmousseau.

« hurrahs ». Il ne faudrait pas que la délégation française au Congrès de l'I. S. R. escamote à son tour le compte rendu détaillé et explicite qu'elle doit à tous les syndiqués, à tous les « cochons de payants ».

M. CHAMBELLAND.

PREMIER MAI ELECTORAL

Deux jours après le scrutin de ballottage, ce Premier Mai fut marqué par de nombreuses affirmations de la déviation politique des deux C. G. T. Voici, pris dans les comptes rendus du *Peuple* comme de l'*Humanité*, quelques-unes des manifestations de caractère électoral qui marquèrent le Premier Mai, cette année :

CHEZ LES CONFEDERES :

Romorantin. — Le citoyen Georges Richard, député-maire, prit la parole à la réunion des chômeurs, et, dit le *Peuple* (6 mai) : « il assura à son tour les travailleurs présents de tout son appui pour l'obtention de leurs revendications. »

Albi. — Soirée familiale organisée sous la présidence du citoyen Camboulives, député d'Albi.

Roubaix. — A midi, le citoyen Lebas, maire de Roubaix, reçut les délégués des Syndicats, puis le cortège se rendit devant le monument Jules Guesde, pour y porter une gerbe de fleurs.

Douai. — Réunion à l'Hippodrome municipal, sous la présidence du citoyen Goniaux, député.

Fourmies. — Discours au cimetière des représentants de la Bourse du Travail, de la C. G. T. et du Parti Socialiste.

CHEZ LES UNITAIRES :

Paris. — Meeting du Casino de Grenelle. Orateur : Pierre Sémard, secrétaire général du Parti Communiste.

— Meeting salle Prinfania (17^e). Orateur : Louis Sellier, conseiller municipal communiste du quartier de la Goutte-d'Or (18^e).

Pantin. — Orateur : Chamamus, député communiste.

Montreuil. — Orateur : Daniel Renoult, candidat du Parti Communiste aux élections législatives.

Ivry. — Orateurs : Costes, secrétaire de la région parisienne du Parti Communiste, et Marrane, maire d'Ivry.

Valenciennes. — Orateurs : Jacob, candidat communiste aux élections législatives.

Vienna. — Orateur : Berlioz, candidat communiste aux élections législatives.

Hautmont. — Orateur : Desoblin, député communiste.

Et les dirigeants des deux C. G. T. ont encore le front de se prétendre partisans de « l'indépendance du syndicalisme » !

Le Cartel des Fonctionnaires participe à la foire électorale

La quinzaine dernière, Hagnauer a dénoncé, à propos d'une affiche, l'attitude de la C.G.T.U. lors de la récente période électorale.

Il est non moins nécessaire de signaler quelle a été l'action du « Cartel des Fonctionnaires » dans la première circonscription du 13^e arrondissement de Paris. Au second tour restaient en présence le républicain de gauche Remaudière (candidat d'Union nationale), le vieux radical-socialiste Ferdinand Buisson, pour lequel le socialiste Réau s'était désisté, et le communiste Piquemal. Or, l'avant-veille du scrutin, le « Cartel des Fonctionnaires » faisait placarder un appel aux travailleurs de l'Etat dans lequel on pouvait lire notamment ceci :

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

« Un homme a pris votre défense à la Chambre : c'est Piquemal... Le parti radical et le parti socialiste s'associent à la réaction pour lui arracher son siège : nous ne le tolérerons pas... Fonctionnaires, ne soyez pas dupes ! Votez contre la réaction et pour votre porte-parole au Parlement : Piquemal. »

Ainsi, le « Cartel des Fonctionnaires », organisation purement syndicale, engageait ouvertement les électeurs à donner leurs voix au candidat communiste. Comment ce Cartel pourra-t-il désormais prétendre qu'il est ouvert à tous les fonctionnaires, quelle que soit leur tendance, quelle que soit leur opinion politique ? H. FULCOMIS.

La démocratie syndicale chez les Cimentiers

Les dirigeants du Syndicat des Cimentiers y vont fort. Dans l'*Humanité* du 9 mai, ils ont fait passer une petite note pour dénoncer l'effort de la minorité contre leur tentative d'entraîner le Syndicat au Syndicat général du Bâtiment. Dans cette note, ils ont le toupet de se dire pour la démocratie syndicale.

Or, battus à une voix de majorité à l'assemblée générale du 15 avril appelée à se prononcer sur l'entrée au Syndicat général, le Bureau et le Conseil ont passé outre à ce vote, et prétendu que l'adhésion était acquise !

La minorité a toujours soutenu le point de vue qu'il était impossible de recommencer l'expérience désastreuse du S. U. B. et qu'on ne pouvait entraîner les Cimentiers dans « un Syndicat général » qui n'a de général que le nom puisque les plus gros syndicats du Bâtiment, notamment les terrassiers et les maçons, se refusent absolument à y adhérer.

Une nouvelle assemblée générale aura lieu le dimanche 20 mai, Salle Pelloutier, 8, avenue Mathurin-Moreau ; passant outre aux colonnes, nous demandons à tous les cimentiers, maçons d'art et aides de venir à cette assemblée pour y repousser l'entrée au Syndicat général et y décider le maintien de notre syndicat dans sa forme actuelle.

LA MINORITÉ DES CIMENTIERES.

Le Courier de la Ligue

Saint-Etienne, 6 mai.

Ce qui s'est passé ici le 1^{er} mai peut former un chapitre de « Comment on sabote le front unique ».

Malgré bien des résistances, provenant du souvenir des années précédentes, les confédérés avaient accepté manifestation et meeting communs avec les unitaires. Ils avaient demandé seulement que la question des tendances ne serait pas soulevée. Ce qui avait été accepté. La classe ouvrière stéphanoise devait ce jour-là se retrouver unie en face du patronat.

Mais la promesse fut oubliée à la réunion. Huart fit son exposé dans le silence le plus complet. Mais Dudilieux ne put se contenir, il s'en prit à la C. G. T. Rappel à l'ordre du président, nervosité des unitaires. Quand Michaud, de la C. G. T., voulut parler, sifflets, chant de l'« Internationale », et sans attendre la fin de la réunion, les unitaires déployèrent leurs drapeaux. Furieux, naturellement beaucoup de confédérés ne prirent pas part à la manifestation.

Adieu toute tentative d'action commune !

Brest, 5 mai.

La participation des deux permanents de l'Union Régionale Unitaire, Kerdraon et Tillon, à la campagne électorale communiste, sabotage des réunions socialistes et injures habituelles de social-traitres, produit ses résultats naturels dans les syndicats du Finistère qui gardaient une certaine force.

L'Haridon, un vieux militant du Syndicat unitaire de l'Enseignement, vient de faire dans le *Cri du Peuple*, un appel aux instituteurs socialistes. Leur démission du syndicat serait envisagée.

Espérons qu'ils mettront finalement l'intérêt de leur Syndicat au-dessus de leurs rancunes de parti. Mais les « professionnels » du communisme peuvent se vanter d'avoir la bonne méthode pour renforcer les syndicats et pour travailler au syndicalisme de masse.

JEUDI 26 AVRIL. — Le Bureau Politique du P. C. dément l'affirmation de Le Troquer relative à la démarche de Renaud Jean à Berlin.

— Le maire socialiste de Levallois, Rouquier, accepte d'être candidat de la « Concentration anticommuniste ».

— Mort de François de Curel.

VENDREDI 27. — Autriche. Bela Kun est arrêté à Vienne.

DIMANCHE 29. — Second tour des élections législatives. 14 communistes élus, 100 socialistes.

MARDI 1^{er} MAI. — Chômage important ; pas d'incidents.

— Ouverture du procès des autonomistes alsaciens devant les assises du Haut-Rhin.

MERCREDI 2. — La commission de recensement de la Seine laisse à la Chambre le soin de se prononcer sur les élections de Clamamus et Ménétrier.

VENDREDI 4. — 15 mutins de Calvi sont condamnés par le Conseil de guerre de Marseille, dont deux à 5 ans de prison, un à 4 ans.

SAMEDI 5. — Treize autres mutins passent devant le Conseil de guerre de Marseille.

— Pour avoir parlé de gaffes de Poincaré, Fournier, défenseur dans le procès de Colmar, est frappé de suspension comme avocat pour un mois.

— Prat, militant de Rivesaltes, est condamné à deux ans et trois mois par la Cour d'appel de Montpellier.

DIMANCHE 6. — Le Congrès fédéral socialiste de la Seine discute des élections.

— Poincaré déclare à Metz que la France ne consentira jamais à la création d'un Etat autonome d'Alsace-Lorraine.

— Angleterre. Referendum des mineurs du Nottinghamshire marquant la défaite écrasante de l'Union de Spence.

LUNDI 7. — Création, à Bruxelles, du Cartel européen du zinc.

— Treize mutins de Calvi sont condamnés par le Conseil de guerre de Marseille, dont un à deux ans et un à un an.

MARDI 8. — Angleterre. Fête des 72 ans de Tom Mann.

— U. R. S. S. Mort de Tsuroupa, vice-président du Conseil des Commissaires du peuple.

— Chine. Etat de guerre entre le Japon et les nationalistes chinois ; la bataille a repris à Tsi-Nan-Fou.

MERCREDI 9. — U. R. S. S. Le procès du complot du Donetz commencera le 15 mai.

JEUDI 10. — La Cour de cassation rejette le pourvoi de Ménétrier et des autres condamnés pour « espionnage ».

— Congrès de la Fédération confédérée des Cheminots à Toulouse.

**

La question cardinale du mouvement syndical français

Reproduisons les passages les plus caractéristiques de l'article de la revue *Internationale Communiste* (n° du 1^{er} avril), dont Monatte parle dans son Carnet :

Les syndicats unitaires qui travaillent sous la direction du P. C. n'ont moins d'un demi-million de membres. L'influence du P. C. dans les organisations syndicales réformatrices est absolument insignifiante. De la sorte, parallèlement au mot d'ordre de l'affiliation au P. C., il faut poser le mot d'ordre du recrutement syndical.

Or, en France, le P. C. a organisé récemment un mois spécial d'adhésion syndicale. Ce mois n'a donné que de très faibles résultats. Le parti l'explique par les fautes générales qui ont été commises et que la lettre ouverte et la décision de la conférence nationale ont signalées.

En réalité, il faut se demander non seulement pourquoi les ouvriers n'entrent pas volontiers dans les syndicats, mais pourquoi, ces derniers temps, ils les désertent. Les syndicats réformistes et unitaires accusent, ces derniers temps, une diminution sensible de leurs effectifs. Ainsi, le Syndicat unitaire des métaux, dans la seule région parisienne, a perdu en 1927, le tiers de son effectif (au 1^{er} janvier 1928 ce syndicat avait 4.000 membres seulement dans la région parisienne, où l'on compte 250.000 ouvriers métallurgistes). Pourquoi les ouvriers abandonnent-ils en si grand nombre les syndicats ?

C'est là manifestement la question cardinale du mouvement syndical français. Si on ne la résout pas, si l'on ne supprime pas les causes de ce fléchissement considérable

dés-effectifs, les syndicats français ne deviendront jamais un facteur sérieux de la lutte économique du prolétariat.

.. Pour notre part, nous estimons que la question du fléchissement des effectifs des syndicats français doit être posée ainsi :

Si les masses ouvrières qui évoluent vers la gauche, qui tendent à des batailles révolutionnaires plus décisives contre le capital, n'entrent pas dans les syndicats ou même en sortent, c'est que ceux-ci ne les satisfont pas; c'est que les ouvriers n'y trouvent pas une issue à leur désir croissant de lutte contre la bourgeoisie.

... Mais il faut répondre à une autre question : d'où vient cet esprit de passivité, d'incroyance aux forces de la classe ouvrière, et cette tendance aux compromis que la conférence nationale invite avec raison à combattre ?

Pour certains camarades, il faut en chercher l'explication dans les survivances des traditions socialistes qui persistent encore sur le parti. Cette explication ne renferme qu'une part de vérité. Il ne faut pas oublier la composition sociale de la partie prolétarienne du P. C. F., il ne faut pas oublier que l'aristocratie ouvrière est la base de l'opportunisme. Il est extrêmement caractéristique que le P. C. F. explique les difficultés qu'il éprouve à entraîner dans les syndicats non seulement les ouvriers sans parti, mais ses propres membres ouvriers, par le fait que beaucoup de communistes se trouvent être des ouvriers hautement qualifiés n'ont pas intérêt à être membres des syndicats, d'autant plus que l'appartenance aux syndicats unitaires expose à de violentes répressions patronales.

Le comité de la région parisienne rapporte le cas d'une usine de roues où le parti avait une cellule de quinze membres, dont aucun n'était syndiqué. D'après les données du comité, le parti, une année durant, mit toute son œuvre pour amener les membres de cette cellule à se syndiquer, et quand, enfin, il posa catégoriquement la question : Syndiquez-vous ou rendez vos cartes de communistes, quatorze sur quinze rendirent leurs cartes. C'est là, certes un cas isolé qui prouve moins la défectuosité des méthodes générales du parti que l'incapacité de certains militants de l'organisation parisienne à travailler parmi les ouvriers.

Mais il est indubitable que l'aristocratie ouvrière ne peut être la base de l'organisation des syndicats révolutionnaires. C'est pourquoi, dans le développement du travail de recrutement syndical, il faut également s'attacher à attirer dans les syndicats les ouvriers moyens et les manœuvres.

Il est un autre problème extrêmement important. C'est le problème de la structure organique des syndicats et des méthodes de travail, les syndicats unitaires ne se distinguent en rien des syndicats réformistes. Dans les uns et les autres, il n'y a aucune démocratie syndicale, aucun organe syndical de base sous forme de comité d'usines ; les organes dirigeants maintiennent la liaison avec les masses par l'intermédiaire de délégués. Par suite, la direction, en règle générale, est détachée des masses. On a pu le constater en particulier dans la Moselle et dans le conflit des textiles de la Loire. Dans les deux cas, comme l'a établi le C. C. du P. C. F., les syndicats unitaires ont contribué à faire avorter la grève.

*

**

Vers une offensive du patronat minier. M. Charles Biver, le directeur des Mines de la Loire, ancien président de la Chambre de Commerce de Saint-Etienne, a fait une importante communication à la Société des Ingénieurs civils de France, sur la situation actuelle des houillères de la Loire.

A côté d'une demande de réajustement des droits de douane, on y trouve certaines remarques qui ont inquiété à juste raison le syndicat confédéré des mineurs de la Loire. D'un appel adressé aux mineurs du bassin, nous détachons les passages suivants :

... M. Biver a découvert en effet « que les charbons anglais avaient baissé, par suite de la réduction des salaires des mineurs anglais... » alors que «... les salaires des mineurs français ont été relevés de 37 p. 100; tandis que la journée légale du mineur avec 6 h. 17 en moyenne de travail effectif, reste inférieure de près d'une heure à la journée pratiquée en Angleterre et en Allemagne » et, chose détestable, les salaires ont haussé par échelons et ont dû être nivelés sans égard pour la valeur pro-

fessionnelle et le rendement. » Et, ajoute M. Biver : « la cause du marasme actuel est l'opposition syndicale à l'établissement des salaires à la tâche. Qu'est-ce à dire, sinon que M. Biver trouve dans la situation actuelle des mineurs des « irrégularités » qu'il faudrait faire disparaître, à savoir : salaires trop élevés... et trop nivelés ; journée de travail trop courte ; travail à la journée.

Camarades mineurs, attendez-vous donc à une offensive prochaine contre toutes les améliorations que vous avez si péniblement conquises, offensive qui ne portera peut-être pas sur toutes ces améliorations à la fois, mais qui tendra à les supprimer une à une. Attendez-vous aussi à une manœuvre habile de la part du patronat, qui cherchera à vous diviser. Pour les salaires par exemple on pourra s'attaquer d'abord et surtout aux catégories inférieures avec l'espoir secret que vous ne saurez résister en bloc.

Ne vous laissez pas surprendre. Dès aujourd'hui nous vous crions alerte. Unissez-vous ! Rejoignez votre syndicat.

NOUS AVONS REÇU :

ALBERT BERNET : *Joli Cœur de Pouyastruc*, 12 fr. (Editions des Initiations ouvrières) ;

ARNOLD BRÉMOND : *Une Explication du Monde ouvrier*. Enquête d'un étudiant-ouvrier dans la banlieue parisienne. 5 fr. 50. (Tirage à part de la « Revue du Christianisme Social »).

FEDOR GLADSOV : *Le Ciment*, roman. Traduit du russe par Victor-Serge. 18 fr. (Editions Sociales Internationales.)

Souscription pour la compagnie de Marcel Wullens

Mahouy, 10 ; Marzet, 5 ; Ballereau, 25 ; Thomas, 20 ; P. H. M. Rouquet, 30 ; C. Paris, 10 ; Y. Tissier, 10 ; Souvarine, 100 ; Lemasson, 10 ; Lavenir, 25 ; Palin, 10 ; Salesse, 10 ; Fulconis, 10 ; Kéraudy, 5 ; Pierrot, L. 5 ; Chislain Reaé, 5 ; Félix et Etienne Pin, 5 ; André Julien, 20 ; Brun, 5 ; Baldacci, 5 ; L. Courbon, 5 ; L. Rivet, 5 ; V. Girard, 10 ; Rey, 5 ; X..., 5 ; Vissac, 5 ; Bonnet, 2 ; Despérier, 5 ; Charles, 2 ; Lachaud, 2 ; Palle, 2 ; Gagnaire, 3 ; Grillet, 2 ; Vernière, 2 ; Rouays, 5 ; Lourdin, 5 ; Roméas, 5 ; Testud, 5 ; Meunier, 4 ; Matray, 5 ; Robert, 5 ; Thévenon, 18 ; Savel, 5 ; Meillaud, 5 ; Lardet, 3 ; Richard, 20 ; Lucie Colliard, 10 ; Lemire, 5.

Total : 480 francs. — Liste précédente : 465 francs. — Total : 945 francs.

ENTRE NOUS

Nous espérons pouvoir examiner un certain nombre de suggestions qui nous sont parvenues tendant à activer la chasse aux abonnés. L'une, de Lavenir, sur les abonnements d'essai et les souscriptions ; une seconde, d'un camarade de l'Hérault, sur l'utilité de se connaître entre camarades d'un même département ; une troisième, de Salesse, sur l'intérêt de travailler les « possibles », corporation par corporation ; une quatrième demandant le nombre des nouveaux abonnés par département chaque quinzaine. Ce sera pour le numéro prochain. Mais que nos amis n'attendent pas davantage pour se souvenir qu'ils ont en poche un carnet d'abonnements.

Les souscriptions de la quinzaine.

René Reynaud (Seine), 5 ; Giauffret (Alpes-Maritimes), 5 ; Collet (Côtes-du-Nord), 5 ; Patureau (Seine), 5 ; Laborde (Rhône), 4 ; Delhermet (Haute-Loire), 5 ; David (Rhône), 2 ; Un camarade Montcellois, 5 ; Mme Baudin (Saône-et-Loire), 12 ; Matray (Loire), 10 ; Thévenon (Loire), 15. — Total : 73 francs.

Le gérant : V. GOUDONNECH.



IMPRIMERIE « ARTIS »

200, Quai de Jemmapes, Paris (10^e)

Les Éditions de la Librairie du Travail

Victor Serge

LÉNINE - 1917

Une brochure de 70 pages consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du pouvoir.

Victor Serge, aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Proletariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

Victor Serge

Les Couloirs d'une Sûreté Générale

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnaires ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations, d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà en le « Livre Noir » composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes, Nous avons maintenant

les « Couloirs d'une Sûreté générale » composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

Un Souvenir par jour

PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Proletariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fortifier nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

FERNAND LORiot

Les problèmes de la Révolution Proletarienne

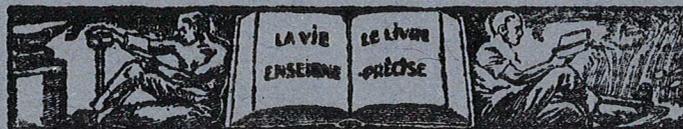
Une brochure de 72 pages, prix 3 fr.

Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.

Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 francs

R. C. 251-310

Téléphone
Combat 08-02



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, QUAI DE JEMMAPES, PARIS (10^e)

- Chèque -
postal
- N° 43-08 -

Histoire et Éducation Proletarienne

Albert THIERRY

Réflexions sur l'Éducation

(Suieties des « Nouvelles de Vosges »)

Préface de Marcel Martinet
Biographie de Louis Clavel

La classe ouvrière organisée se désintéresse trop des problèmes d'ordre moral. C'est le reproche fraternel qui se dégage des premières pages de l'œuvre de Thierry. Ce syndicaliste fervent croit en la valeur morale du syndicalisme. Mieux, c'est dans le syndicalisme qu'il cherche les fondements de son système d'éducation, de sa morale.

Il bannit tout ce qui n'est qu'artifice et verbiage. C'est par la saine activité qu'il veut développer les esprits et les cœurs. C'est à la Bourse du Travail, centre de son humanité, qu'il entraîne l'initiateur, c'est sur le refus de parvenir, la fidélité à la classe qu'il établit sa morale des travailleurs.

C'est un des premiers livres d'éducation morale que l'on doit trouver dans la bibliothèque d'un militant ouvrier.

PRIX : 15 FRANCS

C. TALES

La Commune en 1871

Préface de Léon Trotsky

Cette œuvre a un double objet : d'une part, tenir lieu d'initiation à l'histoire de la Commune, en présentant les personnages, les faits, les rapports entre les faits et les doctrines, en formules claires qui précisent l'essentiel d'une période des plus riches et des plus confuses de l'histoire du prolétariat français.

D'autre part, donner au prolétariat, une vivante « leçon de choses », en mettant en relief, les faiblesses des hommes de la Commune et les insuffisances de leurs méthodes.

PRIX : 12 FRANCS

Robert LOUZON

L'Économie Capitaliste

L'économie politique est-elle une science exclusivement réservée aux bourgeois instruits défendant leur classe ? Robert Louzon ne le pense pas. Il a écrit un livre de vulgarisation dont nous ne connaissons pas l'équivalent, et son œuvre a sa place dans la collection des « Initiations ».

Ce livre a une valeur documentaire, indéfectible. Des adversaires irréductibles des idées de Louzon ne pourraient le nier. Il apporte des définitions, des formules, des explications simples, sur tous les problèmes d'ordre économique.

Il a également une valeur de propagande. Il enseigne aux travailleurs le mécanisme de l'exploitation capitaliste. Il a aussi une valeur éducative.

Les militants ouvriers — fatigués du verbiage démagogique — qui le liront acquerront des qualités indispensables aux guides du prolétariat : le goût de la précision et la foi dans les sciences exactes.

PRIX : 9 FRANCS

Léon TROTSKY

LENINE

Ce n'est pas une biographie complète. C'est moins que cela. C'est mieux, dans un autre sens.

Trotsky qui est avec Lénine, le plus grand homme de la Révolution Russe, a écrit là ce que l'on pourrait appeler ses rencontres avec Lénine. Leurs rencontres ? A Londres, avant le Congrès de 1903, en Suisse, à Zimmerwald, à Moscou depuis 1917. C'est donc une œuvre qui a droit à une place très importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et de la Révolution bolchevique.

Trotsky, ce qui ne gêne rien, est un remarquable écrivain, dont l'esprit d'observation et d'analyse, et l'éloquence de l'interieur, vivifient tout ce qu'il écrit.

PRIX : 12 FRANCS

En souscription :

LISSAGARAY

Histoire de la Commune de 1871

De toutes parts on se lamente sur la disparition de ce maître livre sur la Commune.

Epuisé depuis des années, nous avons décidé de le rééditer, afin de le mettre entre les mains des générations nouvelles qui l'ignorent et qui n'ont pas le droit de l'ignorer.

Il s'agit d'un volume de 600 pages, qui sera présenté avec le même soin que tous ceux qui ont déjà paru dans cette collection.

Il contiendra la matière de quatre volumes ordinaires à douze francs

Nous fixons cependant son prix de souscription à DOUZE FRANCS, jusqu'au jour de la mise en vente.

SOUSCRIVEZ DE SUITE ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS.